



LA PRESSE cyberpresse

CLINIQUES SANS RENDEZ-VOUS BESOIN D'UN MÉDECIN? BONNE CHANCE!

Voir un omnipraticien prend parfois les allures d'une course à obstacles.
SARA CHAMPAGNE PAGES A2 ET A3
La médecine-contact
MARIE-CLAUDE LORTIE PAGE A4



LA PRESSE À LONDRES LA GRANDE-BRETAGNE EN CAMPAGNE

Rendez-vous le 6 mai pour un scrutin où tout est possible.
MALI ILSE PAQUIN
PAGE A19



CANADIEN 3 ISLANDERS 4 (F)

Frans Nielsen a déjoué Jaroslav Halak en tirs de barrage, après avoir marqué le but égalisateur en troisième période.

PHOTO KATHY KMONICEK, AP



SUSPENSE...

Le CH a raté une chance en or de se qualifier pour les séries hier soir à Long Island. Mais il reste maître de son destin avec deux matchs à jouer. SPORTS PAGES 1, 3 ET 4

VOYAGE PETIT GUIDE DU TOURISTE RESPONSABLE

Destination:
le développement durable.
PAGES 2 ET 3

JEUX D'ARGENT EN LIGNE UNE AUTRE VOIX S'ÉLÈVE CONTRE LOTO-QUÉBEC

L'Institut national de la santé publique du Québec se range derrière les 18 directions de la santé de la province qui réclament « un moratoire » sur le projet de Loto-Québec d'exploiter un site de jeux d'argent sur l'internet.
SARA CHAMPAGNE PAGE A5



THÉÂTRE MACBETH EN CRÉOLE (ET EN FRANÇAIS)

ARTS ET SPECTACLES
PAGE 5

ACTUALITÉS

PIÉTONS: LES RISQUES DE L'ÂGE

HUGO MEUNIER PAGE A6

FINANCEMENT DES PARTIS

HAREL A CONTREVENU AUX LOIS ÉLECTORALES

PAGE A14

AFFAIRE GRAHAM JAMES

Revisiter le pardon

YVES BOISVERT PAGE A10

LA PRESSE AFFAIRES

PHARMACIES UNE TROISIÈME GÉNÉRATION COUTU

À 31 ans, Jean-Michel Coutu est le premier des petits-enfants de Jean Coutu à posséder une pharmacie, inaugurée hier matin. « Ce n'est pas encore la famille Molson (sept générations), mais ça va venir bientôt », a dit Jean Coutu...
VINCENT Brousseau-Pouliot
PAGE 1

GRÈVE DES CHARGÉS DE COURS À L'UdeM ULTIME EXAMEN POUR SAUVER LE SEMESTRE



Bien que la date butoir qu'elle s'est fixée soit franchie, la direction de l'Université de Montréal continuera à négocier aujourd'hui avec le syndicat des chargés de cours. Inquiets de voir leur semestre annulé, une centaine d'étudiants ont manifesté hier devant les bureaux du ministère de l'Éducation à Montréal.
ARIANE LACOURSIÈRE ET CATHERINE HANDFIELD
NOS INFORMATIONS EN PAGE A15



Mon clin d'œil **STÉPHANE LAPORTE**
Maintenant qu'on l'a, quelqu'un peut-il nous dire ce qu'on fait avec?
— les 300 000 acheteurs de l'iPad
Cliquez sur l'icône pour voir mon blogue! cyberpresse.ca/laporte



CHRISTIANE CHARETTE EN SEMAINE 9H

Aujourd'hui, retour sur le budget provincial avec les économistes Pierre Fortin et Claude Montmarquette. Réal.: Marie-Claude Beaucage



PREMIÈRE CHAÎNE
Radio-Canada.ca/christiane

CLINIQUES SANS RENDEZ-VOUS

LA PÉNURIE DE MÉDECINS DE FAMILLE PAR RÉGION



SANS RENDEZ-VOUS, SANS MÉDECIN?

La pénurie de médecins de famille est criante au Québec. Les patients doivent alors souvent se rabattre sur les cliniques sans rendez-vous. Mais y voir un médecin relève parfois de l'exploit.



SARA CHAMPAGNE

Il y a 14 voitures dans le stationnement. Elles ont toutes le nez pointé vers la porte d'entrée de la Clinique de la Montée de la Baie, à Saint-Joseph-du-Lac. Il est 8 h 14. On gèle. Mercure à -10. Dans chacune des voitures, des gens au teint blafard attendent l'ouverture des portes pour la prise des sans rendez-vous.

8 h 30. Les portières des voitures s'ouvrent rapidement. Les patients s'agglutinent dans l'entrée de la clinique. Malgré l'urgence du moment, un homme prend le temps de laisser passer une vieille dame appuyée sur une canne. Et vlan. La porte de la clinique se referme.

Dix minutes plus tard, une femme entre péniblement. Elle ressort au bout de deux minutes, l'air découragé en mentionnant à *La Presse* que c'est complet, avec la liste des cliniques sans rendez-vous de la région à la main. Au comptoir, la réceptionniste médicale s'excuse. Elle explique, en tenant 13 cartes «soleil» comme s'il s'agissait d'un jeu de cartes, qu'il y aura du sans rendez-vous de 17 à 19 h 30, et qu'on peut toujours essayer de s'inscrire à 16 h.

Pendant ce temps, à la clinique Deux-Montagnes, on a déjà installé une pancarte à la porte d'entrée indiquant «complet pour la journée». Il est 8 h 50. *La Presse* se dirige donc vers Saint-Eustache, à la Polyclinique de la rue Grignon, juste en face du centre hospitalier. On a pris les 30 premiers

patients. Et on précise que c'est complet pour la journée depuis 7 h 50.

À Sainte-Adèle et Saint-Jérôme, ce n'est même pas la peine d'y penser, indique une téléphoniste. Il n'y a pas de sans rendez-vous le vendredi dans la première clinique. Et dans l'autre, on explique que c'est complet et que c'est toujours fermé en soirée, de même que les fins de semaine.

Reste la liste obtenue à la clinique de Saint-Joseph-du-Lac. On y propose quelques adresses pour le sans rendez-vous, mais sur le territoire de Laval.

Le D^r Saucier dit que les médecins de famille de Laval sont «dans le jus» 365 jours par année. Souvent, les patients n'ont pas de médecin de famille. Les omnipraticiens sont obligés de les référer au guichet pour clientèle orpheline.

«Des personnes âgées qui arrivent avec leur sac de pilules, c'est fréquent, ajoute le D^r Saucier. Elles ont perdu leur médecin, qui a pris sa retraite. Notre code de déontologie nous dicte d'offrir une période de traitement aux patients. Mais quand il s'agit de pathologies,

attirer des jeunes médecins dans la région mais le dépannage semble en décourager plus d'un», estime le D^r Saucier.

En plus du dépannage, il explique qu'en raison du manque d'orthopédistes et de spécialistes, ses deux confrères et lui doivent souvent faire de la médecine de deuxième ligne. C'est-à-dire des suivis en hospitalisation. «On fait même du tapis roulant», illustre le D^r Saucier, en parlant des blessures orthopédiques.

«La Grande Séduction ne consiste pas à rendre la

« Le débordement du Nord est assez impressionnant. C'est un problème. Et durant la fin de semaine, ou lors des longs congés comme Pâques, c'est pire. »

Une demi-heure de route dans les embouteillages. Il est presque midi.

Situation courante

Ce genre de situation est monnaie courante dans la couronne nord de Montréal. Résultat: la clientèle des Basses-Laurentides et même celle plus au nord se «dérive» à Laval, explique le D^r Claude Saucier, président des omnipraticiens de Laval et vice-président de la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec (FMOQ).

«À la clinique Concorde, où je pratique, on y arrive, explique le D^r Saucier. Nous sommes 23 médecins au total. Mais le débordement du Nord est assez impressionnant. C'est un problème. Et durant la fin de semaine, ou lors des longs congés comme Pâques, c'est pire. C'est pire parce qu'il y a moins de médecins.»

on ne parle plus d'un suivi de maux d'oreilles. C'est la partie désagréable, ça nous met de la pression, sur le réseau aussi.»

Dépannage

Le D^r Jean Champagne pratique du sans rendez-vous dans la région de Mont-Tremblant. Il a 60 ans. Il se considère comme relativement jeune comparativement à ses deux collègues, âgés de 62 et 65 ans. En plus de faire du sans rendez-vous sur une base quotidienne, en rotation, sauf pour le médecin de 65 ans admissible à la retraite, les trois médecins ont chacun entre 1500 et 2000 patients réguliers.

«Nous ne sommes que sept médecins pour desservir la région et on doit faire du dépannage dans les municipalités avoisinantes, jusqu'à Labelle, Lac-Carré, La Conception et le Lac-Supérieur. On espère pouvoir

région attrayante», ajoute l'omnipraticien.

«Nous sommes dans un secteur de villégiature, où la qualité de vie est bonne, pas trop loin de Montréal. Et on a un bon milieu pour élever les enfants. Ce n'est donc pas ça le problème. Le problème se situe plutôt au niveau de la charge de travail, du service de dépannage. Et des soins de deuxième ligne à prodiguer.»

SOINS DE PREMIÈRE LIGNE

Il s'agit des soins de premier contact, continus, globaux et coordonnés, dispensés à des individus et à des populations non différenciés en termes d'âge, de sexe, de maladies ou de systèmes organiques. Dispensés par des médecins de famille. Le Canada compte présentement environ 27 000 médecins de famille

Source: Collège des médecins de famille du Canada.



Guichet pour la clientèle orpheline

Lors des consultations sans rendez-vous, il arrive souvent qu'un médecin de famille se fasse demander par un patient s'il peut faire partie de sa liste de patients réguliers. Quand l'omnipraticien estime que la santé de la personne est à risque, et que sa patientèle est complète, il peut le référer au «Guichet d'accès pour la clientèle vulnérable ou orpheline.»

Ce guichet a été mis en place il y a environ deux ans, à la suite

des modifications à la Loi sur les services de santé et les services sociaux. Les centres de santé et de services sociaux (CSSS) se sont alors vu confier «une responsabilité populationnelle».

Quand un patient est référé au guichet, une infirmière de liaison procède d'abord à l'évaluation de son état de santé et établit son niveau de priorité (de P1 à P4), un outil de priorisation uniforme pour l'ensemble de la province.

Le patient est par la suite référé à un médecin avec l'aide d'un coordonnateur médical territorial.

En vertu de l'entente entre le gouvernement et la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec (FMOQ), des mesures d'incitation financière (banque d'heures) ont été créées afin d'encourager les médecins à accepter de nouveaux patients.

— Sara Champagne

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE?
nouvelles@lapresse.ca

UN COMMENTAIRE SUR NOTRE JOURNAL?
commentaires@lapresse.ca

SOMMAIRE

Amusez-vous!	VOYAGE 10
Astrologie du jour	VOYAGE 6
Bourses	LA PRESSE AFFAIRES 14 et 15
Décès	VOYAGE 7 à 9
Forum	A20 et A21

Météo

Nuageux avec averses en matinée. Faible pluie en soirée, maximum 14, minimum 8, voyage 5

Horaires télévision	ARTS 4
Loteries	A18
Monde	A17 à 19
Petites annonces	VOYAGE 5
Sudoku	AFFAIRES 4

CLINIQUES SANS RENDEZ-VOUS



Source: Données établies par le ministère de la Santé et des Services sociaux



PHOTO IVANOHO DEMERS, LA PRESSE

« Le débordement du Nord est assez impressionnant, note le D^r Saucier. C'est un problème. Et durant la fin de semaine, ou lors des longs congés comme Pâques, c'est pire. C'est pire parce qu'il y a moins de médecins. »

Des services de première ligne à rebâtir

SARA CHAMPAGNE

Au Québec, on estime qu'environ une personne sur quatre n'a pas de médecin de famille. Selon les dernières données d'un comité formé par le gouvernement et la fédération représentant les omnipraticiens, il manque présentement 1102 médecins pour pouvoir sortir la tête de l'eau. Et la solution pour y arriver demande des actions musclées, estime le Collège des médecins.

« La force d'un budget, ce sont les soins de santé, estime le D^r Yves Robert, secrétaire au Collège des médecins. Dans le prochain budget provincial, la moitié des 25 milliards attri-

bués à la santé devraient aller aux soins de première ligne. Donc 12 milliards. Les soins de première ligne sont à la base d'un bon système de santé. »

La Fédération des médecins omnipraticiens du Québec reconnaît que pour parvenir à redresser les soins de première ligne, il faut des investissements majeurs. Notamment pour inciter les étudiants à choisir la médecine familiale plutôt qu'une spécialité, où le salaire est le double, sinon plus.

Le D^r Serge Dulude, qui siège sur le comité de gestion des effectifs médicaux pour la FMOQ en partenariat avec le ministère de la Santé, explique qu'au-delà de l'argent, il faut des mesures d'incitation pour

garder les médecins sur la première ligne, à faire du sans rendez-vous, par exemple.

« Les soins de première ligne sont à la base d'un bon système de santé. »

« Quand on regarde le nombre de médecins de famille inscrits au tableau de l'Ordre, il faut aussi regarder les individus, explique le D^r Dulude. C'est-à-dire les retraités, ceux qui pratiquent à temps partiel et ceux qui travaillent pour l'industrie pharmaceutique, la CSST et la SAAQ, ou des entreprises privées, comme des compagnies d'assurances. »

Sur l'ensemble des quelque 9000 médecins de famille que compte la province, on estime

au Collège des médecins que 4000 omnipraticiens font autre chose que des soins de première ligne.

« Le D^r Barrette, de la Fédération des médecins spécialistes ne va pas aimer ça, mais pour attirer les étudiants en médecine familiale, il faudrait que les spécialistes s'enregistrent obligatoirement auprès des omnipraticiens,

estime le D^r Robert, du Collège des médecins. Parce que présentement, nos médecins perdent une partie de leur journée au téléphone à obtenir des résultats de tests et une autre partie à essayer d'obtenir un rendez-vous avec un spécialiste pour leurs patients. »

« Vous savez, ajoute le D^r Robert, les médecins sont des obsessifs compulsifs, des perfectionnistes. Et c'est comme ça que nous les choisissons. Mais quand on est perfectionniste, et qu'on a l'impression qu'on ne sera pas à la hauteur en médecine familiale, on préfère choisir une spécialité où on sera le meilleur, avec un meilleur salaire. »



PÉNURIE À MONTRÉAL

À Montréal, la pénurie de médecins de famille est tout aussi importante qu'ailleurs dans la région, avec un manque à gagner d'au moins 260 omnipraticiens. Mais en raison de la grande concentration des établissements de santé, la problématique n'est pas la même. Les patients n'ont pas nécessairement besoin de sortir de la ville pour se faire soigner. Afin de répondre à la demande de consultations sans rendez-vous, les patients ont accès à une trentaine de cliniques-réseau. Ces cliniques ont été identifiées par l'Agence de la santé et des services sociaux, en partenariat avec les 12 centres de santé et de services sociaux (CSSS) de Montréal. Elles sont réparties de façon à couvrir tout le territoire, d'est en ouest, en passant par le centre. Même si les Montréalais n'ont pas à sortir de la ville, les CSSS conseillent généralement à leur clientèle d'appeler pour

connaître les heures d'ouverture avant de se déplacer. Par ailleurs, avec une population vieillissante, où le taux de pauvreté est plus élevé que dans le reste de la province, les soins de santé posent un défi particulier à Montréal. En effet, d'ici 2026, on prévoit que plus d'une personne sur cinq sera un aîné dans la métropole. Pour cette raison, une bonne partie du plan stratégique de l'Agence pour les prochaines années consiste à offrir de meilleurs services aux personnes âgées. Le tout de concert avec des mesures pour attirer la relève médicale, notamment à l'intérieur des groupes de médecine familiale (GMF) qui sont un regroupement de médecins qui travaillent en étroite collaboration avec des infirmières auprès d'une clientèle dite « vulnérable ».

— Sara Champagne

ACTUALITÉS

Quelle universalité ?



MARIE-CLAUDE
LORTIE
CHRONIQUE

Quand j'étais petite et que les amygdalites aiguës lançaient des couteaux dans ma gorge et mes oreilles à la moindre déglutition, ma mère appelait oncle Arthur. Ce n'était pas vraiment mon oncle, ni même un grand-oncle, mais il y avait un lien familial assez fort pour qu'on puisse le déranger à toute heure afin d'avoir recours à ses services. Arthur était médecin.

Il arrivait chez nous avec sa petite valise de cuir noir, écrasait ma langue avec un outil de métal et m'enjoignait de dire «ahhhhhh».

«Bleu de méthylène», lançait-il alors à mes parents qui, d'un air découragé, devaient se résigner à sortir la pompe pour projeter dans ma bouche

l'horrible liquide. Parfois, il prescrivait des comprimés noir et orange ou rouge et gris, avec ma mère, inquiète, en trame sonore... «Mononcle Arthur, va-t-on devoir lui faire enlever les amygdales?»

J'ai encore toute ma gorge, mais seulement quelques souvenirs de cette époque pré-carte soleil où la médecine était payante, inéquitable, élitiste. Où avoir un médecin dans la famille, même éloignée, était une chance dont on chérissait la valeur.

Je m'en souviens peu, mais suffisamment pour savoir qu'aujourd'hui, lorsqu'on a de la difficulté à se faire soigner, nos réflexes ne sont pas tellement différents d'autrefois, malgré l'ouverture et la gra-

tuité fabuleuse de notre réseau de la santé.

«Tu pourrais parler de moi à ton pédiatre?»

«Tu connais un oncologue que je pourrais appeler?»

«Où as-tu trouvé ton médecin de famille? Penses-tu qu'il me prendrait?»

L'argent, que ce soit pour payer directement un médecin ou soudoyer les sbires du système, n'est pas la panacée. Toutefois, on s'échange des noms, on se recommande, on se met en lien. On cherche les parents, les connaissances... Et même entré dans le réseau, c'est ainsi que se lubrifie ensuite le cheminement des dossiers: par contacts.

Les pénuries de médecins de famille, comme celles décrites par ma collègue Sara Champagne, ne datent pas d'hier. Avant même que le gouvernement ne concocte l'idée de «franchise santé» énoncée dans le budget, la gratuité et l'ouverture du système québécois avaient créé, par la nature même du jeu de l'offre et de la demande (une offre nécessaire-

ment limitée pour une demande intrinsèquement illimitée), leurs propres réflexes modérateurs: l'engorgement, l'attente, les portes closes. Est-ce l'idée de devoir payer 25\$ qui fait penser à deux fois avant d'aller voir le médecin ou la crainte de devoir attendre huit ou douze heures aux urgences?

Comment règlera-t-on la pénurie de généralistes dans la couronne nord? Peut-être en y envoyant plus de médecins, mais

lentes raisons de craindre la privatisation. Mais la réalité est que cette universalité d'accès, au Québec, n'existe pas comme on l'aimerait.

Lorsque les cas médicaux sont graves, urgents, critiques, le système fonctionne la plupart du temps fort bien, voire très bien. Mais autrement, lorsqu'il faut traiter des petits bobos, prendre soin de problèmes chroniques, faire de la prévention, l'engorgement iné-

Même entré dans le réseau, c'est ainsi que se lubrifie ensuite le cheminement des dossiers: par contacts.

qui créeront ensuite plus loin un trou réel ou relatif. Mais ce qui nous laisse vraiment désespérés, c'est que pendant ce temps, là comme ailleurs, toutes sortes de gens s'en sortent plus aisément grâce à des liens avec des personnes-clés capables d'ouvrir les portes du réseau.

Les apôtres de l'universalité des soins de santé ont d'excel-

lentes raisons de craindre la privatisation. Mais la réalité est que cette universalité d'accès, au Québec, n'existe pas comme on l'aimerait. Lorsque les cas médicaux sont graves, urgents, critiques, le système fonctionne la plupart du temps fort bien, voire très bien. Mais autrement, lorsqu'il faut traiter des petits bobos, prendre soin de problèmes chroniques, faire de la prévention, l'engorgement iné-

LES MEILLEURES OFFRES DEPUIS L'INVENTION DU PRIX



0%
DE FINANCEMENT À L'ACHAT SUR
60 MOIS
SUR TOUS LES
MODÈLES YARIS, COROLLA,
MATRIX ET CAMRY 2010*

0\$
COMPTANT
TRANSPORT ET PRÉPARATION
INCLUS À LA LOCATION*

0\$
DÉPÔT DE SÉCURITÉ
TRANSPORT ET PRÉPARATION
INCLUS À LA LOCATION*



YARIS
HATCHBACK 2010

À partir de **188\$** par mois,
location 60 mois
0\$ comptant



COROLLA 2010

À partir de **207\$** par mois,
location 60 mois
0\$ comptant



MATRIX 2010

Modèle XR illustré[‡]

À partir de **219\$** par mois,
location 60 mois
0\$ comptant

LA YARIS EST ÉLUE « MEILLEURE VOITURE SOUS-COMPACTE POUR LA QUALITÉ INITIALE AUX ÉTATS-UNIS »
PAR J.D. POWER AND ASSOCIATES* ET LA COROLLA EST LA TOYOTA LA PLUS VENDUE AU MONDE.

DERRIÈRE LES PRIX AFFICHÉS NE SE CACHENT AUCUNS FRAIS.



1 000\$
de remise**

Pensez plus,    dépensez moins.^{MC}

VOTRE NOUVELLE TOYOTA PART TOUJOURS AVEC LE PLEIN D'ESSENCE, L'ASSISTANCE ROUTIÈRE ET DES TAPIS PROTECTEURS.

Programmes de location au détail et de financement à l'achat de Toyota Canada inc. conditionnels à l'approbation du crédit par Toyota Services Financiers. L'immatriculation, les assurances, les droits et les taxes sont en sus. Les offres s'adressent aux particuliers qui louent ou achètent et prennent possession d'un véhicule entre le 1^{er} avril 2010 et le 30 avril 2010. Le concessionnaire peut louer ou vendre à prix moindre. Détails chez votre concessionnaire participant. Les offres peuvent changer sans préavis. * Offres applicables aux modèles Yaris Hatchback 2010 (JT9K3M EA), Corolla 2010 (BU42EM AA) et Matrix 2010 (KU4EEM AA) de base neufs en stock. Le montant total exigé avant le début de la location est de 202,81 \$ (Yaris), de 222,02 \$ (Corolla) et de 233,71 \$ (Matrix). Franchise annuelle de 24 000 km. Frais de 7 c (Yaris, Corolla et Matrix) du kilomètre excédentaire. Certaines caractéristiques de la Matrix XR illustrée sont offertes en option (coût additionnel applicable). ‡ Pour la Matrix XR groupe Sport avec navigation 2010, obtenez une remise de 1 000 \$ à l'achat ou à la location. À la location, les mensualités tiennent compte de la remise. Les taxes s'appliquent sur le plein montant de l'achat ou de la location avant déduction de la remise. * Offre de financement à l'achat à un taux de 0 % allant jusqu'à 60 mois sur les modèles Yaris 2010, Corolla 2010, Matrix 2010 et Camry 2010 neufs en stock. À titre d'exemple, un montant de 20 000 \$ financé sur 60 mois à un taux de 0 % donne des mensualités de 333,33 \$ pour des frais de crédit de 0 \$ et une obligation totale de 20 000 \$. Les frais de transport et de préparation de 1 280 \$ (Yaris), de 1 320 \$ (Corolla et Matrix) et de 1 420 \$ (Camry) sont en sus. Aucun acompte n'est requis. ** Pour plus d'information sur les prix J.D. Power and Associates, visitez jdpower.com. ** Le rabais aux diplômés (jusqu'à 1 000 \$ de remise) peut différer selon le modèle.

 **TOYOTA**
faire toujours mieux

toyotaquebec.ca

Loto-Québec Projet de jeux en ligne sur l'internet

La santé publique demande un moratoire

SARA CHAMPAGNE

L'Institut national de la santé publique du Québec (INSPQ) se range derrière les 18 directions de la santé de la province qui réclament « un moratoire » sur le projet de Loto-Québec d'exploiter un site de jeux d'argent sur l'internet. Pour en venir à cette conclusion, le centre de référence provincial de santé publique s'est penché sur les jeux en ligne dans plusieurs pays, dont la Suède, où une étude a démontré que la majorité des joueurs n'avaient jamais joué en ligne avant de s'y initier sur le site d'État.

Les conclusions de l'INSPQ ont été acheminées au bureau du ministre des Finances, Raymond Bachand, qui a annoncé, en février dernier, son intention de modifier la loi sur les jeux afin de permettre à Loto-Québec de mettre en ligne un site de jeux d'argent d'ici l'automne. Avant d'y aller de ses recommandations, l'Institut fait remarquer qu'entre 2006 et 2008, le pourcentage des élèves québécois s'adonnant aux jeux d'argent en ligne a doublé, pour atteindre 5%.

« Principalement, on en vient à la conclusion que les jeux en ligne ont la capacité d'attirer des joueurs qui n'auraient pas joué autrement, a expliqué la D^{re} Élisabeth Papineau, chercheuse à l'Institut, au cours d'un entretien avec *La Presse*. Et on estime



On estime qu'en donnant le droit à Loto-Québec d'exploiter les jeux en ligne, on normalise la pratique, ce qui peut attirer une autre clientèle, notamment les jeunes et les personnes âgées.

PHOTO DAVID BOILY, ARCHIVES LA PRESSE

qu'en donnant le droit à Loto-Québec d'exploiter les jeux en ligne, on normalise la pratique, ce qui peut attirer une autre clientèle, comme les personnes âgées, parfois à mobilité réduite, qui n'auront pas besoin de sortir de chez elles pour jouer.»

L'INSPQ ne donne par ailleurs pas de poids à l'argument du gouvernement selon lequel un site exploité par Loto-Québec permettrait de diminuer

« l'offre de jeu illégal ». Après analyse, l'équipe de chercheurs a constaté que les sites de jeux présentement accessibles sur le Net sont bien souvent exploités par des « compagnies inscrites en Bourse, souvent fournisseurs de machines à poker ».

Fort de ses recherches, l'Institut estime qu'il faudrait d'autres recherches et attendre au moins un an, sinon plus, pour soupe-

ser tous les effets des jeux d'argent en ligne sur la population québécoise. Et surtout, mettre des mécanismes de contrôle dépassant la sensibilisation, comme la création d'un Conseil québécois (indépendant) du jeu responsable.

À ce sujet, on fait remarquer que Loto-Québec est plus présente que la société Hydro-Québec ou la Société des alcools du Québec, à bien des égards, pour appuyer des

CE QU'EST L'INSPQ

Créé en 1998, l'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ) est un centre d'expertise mandataire de l'État québécois, mais ses prises de position n'engagent que lui-même. La principale mission de l'INSPQ est de soutenir le ministre de la Santé et les autorités régionales de santé publique. Ses experts peuvent émettre des recommandations sur diverses questions de santé publique.

événements culturels ou autres. « Comment garder sa crédibilité en demandant aux joueurs de se modérer alors que tant d'efforts sont consentis à les faire jouer plus? Les discours s'opposent », constate la D^{re} Papineau.

Du côté de la Direction de la santé publique (DSP) de Montréal, où on a collaboré à l'analyse de l'Institut en rendant des données disponibles, on explique que les 18 dirigeants des agences de la santé sont en train de voir comment ils peuvent donner suite à leur demande de moratoire. À la suite de leur sortie publique, Loto-Québec avait réagi en déplorant le ton « alarmiste » de la DSP qui n'avait pas tenu compte d'une autre étude sur les habitudes des joueurs en ligne. Le gouvernement n'a pas réagi publiquement.

BUDGET PROVINCIAL

Le « ticket modérateur » décrié

La présidente de l'Association médicale canadienne, la D^{re} Anne Doig, ne voit pas d'un bon œil l'introduction d'un ticket modérateur en santé au Québec. De passage à Montréal, elle a expliqué que l'instauration d'une telle franchise a déjà été tentée en Saskatchewan et qu'elle n'avait même pas tenu un an. « Il y a de nombreux effets pervers à ce système, estime la D^{re} Doig. Les gens qui ne sont pas à l'aise financièrement préfèrent rester malades plutôt que de payer. »

- Sara Champagne

CYBERPRESSE.CA

TICKET MODÉRATEUR

Lisez le texte complet sur la position de l'Association médicale canadienne à cyberpresse.ca

PRÉCISIONS

APPLE

Dans notre numéro de lundi, il est écrit qu'Apple représente la cinquième capitalisation boursière des États-Unis. Apple est plutôt numéro trois à ce chapitre aux États-Unis. Nos excuses.

AMUSEZ-VOUS

Une erreur technique a fait en sorte que nous avons inversé la publication des pages *Amusez-vous* d'hier et d'aujourd'hui. Ainsi, nous publions aujourd'hui en page Voyage 10 notre page de jeux qui aurait dû paraître dans notre numéro d'hier. Par conséquent, pour connaître le résultat des différents jeux d'aujourd'hui, référez-vous au journal d'hier. Finalement, les résultats des jeux d'hier seront publiés... demain. Nos excuses.

Négociations dans le secteur public : Nous voulons une vraie entente !

La CSN, c'est 160 000 personnes dans la santé, l'éducation et les organismes gouvernementaux. Nous sommes des préposées, des infirmières, des secrétaires, des travailleuses sociales, des techniciennes en radiologie, des marins de traversier, des éducatrices de services de garde dans les écoles, des concierges, des psychologues, des enseignantes et enseignants dans les cégeps...

La négociation de nos conditions de travail a un impact direct sur la qualité et l'accessibilité des services.

Nous avons des solutions pour attirer et retenir le personnel, mieux organiser le travail et améliorer les services publics.

Le gouvernement n'a pas su saisir jusqu'à maintenant l'occasion de régler ces problèmes.

Ses offres salariales ne protègent même pas notre pouvoir d'achat.

Ça suffit !

Vous méritez de bons services !

LA NÉGO: TOUT LE MONDE Y GAGNE

WWW.SECTEURPUBLIC.INFO



Converlang MC

- Conversation ou Anglais des affaires
Petits groupes : 3 à 7 personnes
Jour ou soir
- CONVERSATION :
Cours d'anglais intensif de jour
25 h/sem. 170 \$ à 190 \$/sem.*
- FORMATION EN ENTREPRISE
AGRÉÉE PAR LA CPMT
(loi sur la Formation, anciennement loi du 1%)
*matériel pédagogique inclus, non taxable, déductible d'impôt, frais d'inscription: 50 \$

AGRÉÉE : 0062544 www.converlang.com
1160, boul. St-Joseph est, 3e étage Laurier
514-278-5309

ACTUALITÉS

SÉCURITÉ DES PIÉTONS

Les risques augmentent avec l'âge

HUGO MEUNIER

Les aînés constituent les deux tiers des piétons tués chaque année à Montréal. Avec le vieillissement de la population, le Service de police de la Ville de Montréal concentre ses efforts de sensibilisation auprès de cette clientèle à risque.

Voilà ce qui ressort d'une nouvelle campagne de prévention sur la sécurité des piétons, lancée hier matin entre les murs de la résidence pour personnes âgées Habitations Nouvelles Avenues, dans le quartier Rosemont.

En février dernier, le SPVM affirmait avoir déposé son meilleur bilan routier de la décennie, lors du dévoilement de son rapport annuel.

Les efforts de sensibilisation des autorités auront permis de réduire de 25 % le nombre de décès entre 2007 et 2008, passant de 24 à 18. Durant cette même période, les policiers ont presque doublé le nombre de constats d'infraction émis contre des piétons et des automobilistes irrespectueux des piétons, passant de 49 472 en 2007 à 73 662 en 2008.

Le nombre de blessés graves avait aussi diminué de façon



PHOTO ANDRÉ PICHETTE, LA PRESSE

« La moitié des décès sur les routes de notre territoire implique des piétons. Les deux tiers d'entre eux ont plus de 55 ans. » — L'inspecteur-chef Stéphane Lemieux

Devant un petit auditoire aux cheveux gris et blancs, l'inspecteur-chef Stéphane Lemieux, chef de la Division de la sécurité routière et de la circulation au SPVM, a lancé un nouvel appel à la vigilance. « La moitié des décès sur les routes de notre territoire implique des piétons. Les deux tiers d'entre eux ont plus de 55 ans », a fait savoir le policier.

Depuis 2005, plus de 104 piétons ont été tués et 612 autres ont été blessés sur le territoire montréalais.

importante entre 2007 et 2008, passant de 128 à 77. En 2006, pas moins de 183 piétons avaient été grièvement blessés dans des accidents, contre 178 en 2005.

Le SPVM impute une grande partie de ce succès à l'entrée en fonction en 2006 de 133 nouveaux policiers se consacrant exclusivement à la sécurité routière et à la circulation. La récente réduction de la limite de vitesse de 50 km/h à 40 km/h dans une dizaine de quartiers montréalais risque

Pour le lancement de la nouvelle campagne « Zéro accident », plusieurs policiers étaient postés hier matin à l'angle de la rue Beaubien et du boulevard Pie-IX pour exhorter les passants à traverser aux intersections et les conducteurs à respecter leurs priorités de passage.

aussi d'améliorer les choses, a souligné l'inspecteur-chef Lemieux.

En marge du lancement de cette nouvelle campagne, plusieurs policiers étaient postés hier matin à l'angle de la rue Beaubien et du boulevard Pie-IX pour exhorter les passants à traverser aux intersections et les conducteurs à respecter leurs priorités de passage.

L'inspecteur-chef Lemieux a invité les piétons, à commencer par les personnes âgées, à avoir un contact visuel avec les automobilistes avant de s'engager dans la rue. La durée des feux verts aux intersections pourrait être allongée, croit pour sa part Bernadette Bouthillier, résidente des Habitations Nouvelles Avenues. La femme

de 80 ans distribuait des dépliants informatifs en compagnie des policiers. « Je veux garder mes compagnons le plus longtemps possible », a laissé tomber M^{me} Bouthillier.

La campagne de sécurité des piétons « Zéro accident » se poursuivra jusqu'au 31 octobre. D'ici là, les policiers tiendront plusieurs activités de sensibilisation.



CYBERPRESSE.CA

LES CAMPAGNES-CHOC SONT DE RETOUR

Après avoir exploré une approche de sensibilisation plus douce au cours des deux dernières années, la SAAQ revient ce printemps avec une publicité-choc pour inviter motocyclistes et automobilistes à être plus prudents aux intersections. Pour visionner la publicité de 30 secondes intitulée « Virage à gauche mortel », rendez-vous sur cyberpresse.ca/moto



C'est comme courir avec des ciseaux à bouts ronds.

Plus rien ne peut vous arrêter. Le Tiguan de Volkswagen possède la performance d'une sportive combinée aux caractéristiques d'un VUS des plus responsables : un ensemble surprenant qui vous offre tout sous un même toit... ouvrant panoramique en option. Découvrez la nervosité de son moteur turbo de 2,0 L développant 200 chevaux tout en profitant de la tranquillité d'esprit que vous procurent son programme de stabilisation électronique (ESP) de série, sa visibilité accrue ainsi que son système de traction intégrale 4MOTION offert en option, pour les routes un peu plus capricieuses. Pour savoir si vous êtes né pour courir, mais prudemment, visitez vw.ca.

Le Tiguan. La fougue responsable.

Bien équipé à partir de 27 875 \$*



Das Auto.

N'essayez pas de reproduire cette prouesse à la maison. Nous avons utilisé la magie de l'informatique pour créer cette image. Aucune conduite irresponsable n'a été nécessaire.

© Volkswagen Canada 2010. Modèle européen montré. Certaines caractéristiques montrées peuvent être offertes en option ou ne pas être offertes au moment de l'achat. Volkswagen vous recommande de garder le programme de stabilisation électronique en fonction dans la plupart des conditions de conduite. *Le PDSF du modèle neuf de base Tiguan 2010 2.0 TSI Trendline avec boîte manuelle à 6 vitesses est de 27 875 \$, excluant frais de transport et inspection de prélivraison de 1 580 \$, assurances, immatriculation, frais du concessionnaire ou tout autres frais, droits, options et taxes applicables. Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. Une commande ou un échange entre concessionnaires peut être requis. Visitez votre concessionnaire Volkswagen ou vw.ca pour les détails. « Volkswagen », le logo Volkswagen, « Tiguan » et « 4MOTION » sont des marques déposées de Volkswagen AG. « Das Auto et dessin » est une marque de commerce de Volkswagen AG.

Vers The Province of Quebec? No Sir



MICHÈLE OUIMET
CHRONIQUE

La langue. Sujet délicat et potentiellement explosif. L'éternelle question: le français est-il menacé, surtout à Montréal, lieu de tous les dangers?

Sans oublier la question qui attise l'insécurité des francophones, fragile minorité noyée dans un océan anglophone: est-ce que Montréal s'anglicise?

Oui, répond sans hésiter le député du Parti québécois et ex-comédien Pierre Curzi. Et le phénomène s'accélère.

L'équipe de M. Curzi a bûché ferme sur une étude qui trace le «vrai visage du français au Québec». Un document de 85 pages qui contient un nombre impressionnant de statistiques au pouce carré. Huit mois de recherche, plusieurs rencontres avec des linguistes et des démographes, et des milliers de pages de documents du Conseil supérieur de la langue française, de Statistique Canada, etc.

Bref, du sérieux. Mais, mais... on peut faire dire tout et son contraire à des

statistiques. Et celles contenues dans le document de M. Curzi sont alarmistes.

Une des conclusions: l'anglais a une force d'attraction cinq fois supérieure au français dans l'île de Montréal. Et ce phénomène est en train de faire tache d'huile dans les couronnes nord et sud de l'île.

De 2001 à 2006, la langue d'usage anglaise, celle utilisée le plus souvent à la maison, a progressé de 16% dans les cou-

Dans le domaine extrêmement délicat et hautement politisé de la langue, il ne faut surtout pas avoir peur de vulgariser.

ronnes de Montréal et de 3,3% dans l'île. Le français, lui, a crû de 6% dans les couronnes et a reculé de 1,7% dans l'île.

L'étude compare ces taux au poids relatif de chaque langue. En 2006, il y avait 2,83 francophones à Montréal pour un anglophone. Le français aurait donc dû exercer un pouvoir d'attraction plus grand que l'an-

glais. Mais ce n'est pas le cas, au contraire, conclut l'étude. L'anglais séduit et son pouvoir d'attraction est cinq fois plus important que le français (je vous fais grâce des calculs qui aboutissent à ce 5%).

«L'anglicisation de Montréal et de sa couronne doit être renversée si on veut éviter l'anglicisation de tout le Québec à long terme», conclut l'étude Curzi.

Conclusion alarmiste. Le Québec ne sera pas The Province of Quebec demain matin. Sur papier, avec des projections mécaniques, peut-être, mais dans la vraie vie, c'est une autre histoire.

Étonnamment, il n'y a pas un mot sur la langue d'usage publique, c'est-à-dire celle utilisée le plus souvent dans les commerces, au travail et à l'école.

Car on peut parler anglais à la maison (langue d'usage), mais travailler en français et envoyer ses enfants à l'école française.

Le portrait aurait été plus nuancé et plus juste. Moins alarmiste. Pourquoi ne pas avoir utilisé cet indicateur? ai-je demandé à M. Curzi. «Parce qu'on rentre dans des notions difficiles à vulgariser», a-t-il répondu.

Mauvaise réponse. Dans le domaine extrêmement délicat et hautement politisé de la langue, il ne faut surtout pas avoir peur de vulgariser. Au contraire.

J'ai envoyé par courriel les pages sur la force d'attraction de l'anglais à deux professeurs d'université qui ont accepté de commenter, mais avec une certaine réserve. Délicat, m'ont-ils dit.

Marc Termote, qui est longuement cité dans l'étude, mais qui n'a pas participé à sa rédaction, précise que les conclusions de M. Curzi rejoignent les siennes.

«Je ne vois pas de contradiction entre mon analyse et celle de M. Curzi», a-t-il dit.

M. Termote enseigne au département de démographie de l'Université de Montréal en plus de présider le comité de suivi sur le français à l'Office québécois de la langue.

Simon Langlois, lui, est sociologue et professeur à l'Université Laval. Il ne conteste pas les conclusions de l'étude, mais il tient à préciser que les anglophones sont beaucoup moins nombreux que les francophones. Alors, quand on parle d'une force d'attraction cinq fois plus grande de l'anglais, il faut relativiser.

Au Québec, les anglophones sont 10 fois moins nombreux que les francophones.

Il rappelle aussi que le français a réalisé des gains importants sur le marché du travail. Nuance, nuance.

Le fonds de commerce des péquistes est bien connu: cultiver l'insécurité des francophones pour promouvoir la cause souverainiste. C'est de bonne guerre. Il faut donc souffler sur les braises linguistiques. Ce que M. Curzi a parfaitement réussi avec son étude. Quand on tourne la 85^e et dernière page, on ne peut que ressentir de l'inquiétude.

Car le français reste fragile. «Ce qui m'inquiète, c'est l'évolution depuis 10 ans, confirme Simon Langlois. Elle marque un plafonnement, un essoufflement du français. Surtout au cégep et à l'université, où de plus en plus d'allophones se tournent vers l'anglais. Et c'est pour ça que des hommes comme M. Curzi s'interrogent.»

Est-ce que la loi 101, qui oblige les enfants des allophones à fréquenter l'école primaire et secondaire française, suffit pour protéger la langue? Non, croit M. Curzi.

Peut-être a-t-il raison. La question est lancée. Reste à en débattre. Calmement.

Pour joindre notre journaliste: **michele.ouimet@lapresse.ca**

SECTEUR PUBLIC

Le « blitz » de négociation suspendu

DENIS LESSARD

QUÉBEC — Les discussions entre le gouvernement et le Front commun des centrales syndicales sont si laborieuses que le «blitz» de négociation entamé la semaine dernière est suspendu.

L'accélération des négociations avait été annoncée par la présidente du Conseil du Trésor, Monique Gagnon-Tremblay, qui pensait qu'en appuyant sur l'accélérateur, Québec pourrait en arriver à une entente rapide avec les 475 000 syndiqués du secteur

public. La manoeuvre, annoncée à la veille d'une importante manifestation syndicale à Montréal, s'est finalement révélée inutile. Le fossé est encore trop important en santé pour penser en arriver rapidement à une entente de principe.

Le gouvernement doit annoncer ce soir ou demain que les discussions reprendront un rythme normal, moins intense – en période de «blitz», négociateurs se rendent disponibles en soirée et même les fins de semaine.

En santé, les discussions n'ont guère progressé

depuis le lancement des négociations intensives le 29 mars. Le ministre de la Santé, Yves Bolduc, est à l'extérieur du Québec, en vacances pour toute la semaine. En éducation, les

progrès sont semble-t-il plus tangibles, surtout du côté des collèges.

Les présidents de centrales ont fait le point hier, en conférence téléphonique. Ils doivent se voir aujourd'hui,

probablement à Montréal. Demain, les centrales feront une déclaration commune, un point de presse ou un communiqué pour déplorer, publiquement, le peu d'avancement des discussions.

Cabanons Fontaine DEPUIS 1976
RBQ: 8240-6026-41

LES PLUS BEAUX CABANONS

PROMOTION printanière

Toujours **PREMIER**
Toujours **COPIÉ**
Jamais **ÉGALÉ**

CABANONS ET GARAGES ASSEMBLÉS SUR PLACE OU EN KIT DU BRICOLEUR

VENEZ VOIR NOS SPÉCIAUX EN MAGASIN*

* Applicables sur prix de base

Financement disponible en 48 ou 60 versements avec **Accord D** Desjardins

Pour trouver la succursale la plus près, appelez au 450 536-3563 Sans frais: 1 888 838-3563 ou www.cabanons.com 3497, chemin de l'Industrie à Saint-Mathieu-de-Beloil



« J'en fais des jaloux avec mon méchant bolide! »

N'ayez pas peur de rêver.

Si vous avez des rêves, votre conseiller en placements peut créer un plan qui peut vous aider à les réaliser.

Prenez rendez-vous avec votre conseiller en placements dès aujourd'hui. Ou visitez AGF.com pour plus de détails.



Que faites-vous après le travail?™

Des commissions de vente, des commissions de suivi et des frais de gestion peuvent être reliés aux fonds communs de placement. Veuillez lire le prospectus avant d'investir. Les fonds communs de placement ne sont pas garantis, leur valeur change fréquemment et le rendement antérieur ne se reproduira pas nécessairement. ^{MD} « Que faites-vous après le travail? » et le logo AGF sont des marques de commerce de La Société de Gestion AGF Limitée et sont utilisées avec autorisation.

Ancien et Mystique Ordre de la Rose-Croix
Un enseignement spirituel pour une humanité plus fraternelle

Conférences

« Méthodes pratiques pour gérer et améliorer sa santé »

Sherbrooke 10 avril 13h
A M O R C
1323, rue Grégoire (secteur Rock Forest)

« Être rose-croix aujourd'hui »

Longueuil 23 avril 19h 30
A M O R C
707, rue Préfontaine (angle Desaulniers)

Entrée (chaque conférence) 5\$

Information

www.rose-croix.qc.ca/m
1 877 666-5862 ou info@rose-croix.qc.ca

Il est possible de rencontrer des rosicruciens dans le cadre d'une soirée d'information et d'échanges informels dans un organisme près de chez vous. Pour connaître les dates et coordonnées de ces rencontres gratuites, nous vous invitons à consulter le site: http://www.rose-croix.org/01_activites.html

ACTUALITÉS

Des cyberpirates chinois démasqués

Des gouvernements, des universités et le dalaï-lama comptent parmi les victimes

ANDRÉ DUCHESNE

Utilisant des outils aussi anodins que le courriel et le réseau social Twitter, un réseau de cyberespionnage chinois a réussi à infiltrer, pirater et cambrioler des ordinateurs de gouvernements, d'organisations privées et de particuliers partout dans le monde.

Les cyberpirates auraient mis la main sur 1500 courriels envoyés du bureau du dalaï-lama et reçus par lui, des documents liés à des demandes de visa canadien et même des informations sur le système indien de missiles air-air Pechora.

C'est ce qui ressort d'un rapport intitulé *Shadows in the Clouds*, coécrit par des chercheurs du Centre d'études internationales Munk de l'Université de Toronto, de la firme de sécu-

sorte piraté les pirates. Il fait aussi suite à la découverte, par le même groupe l'an dernier, d'un réseau de cyberespionnage nommé GhostNet qui s'était infiltré dans quelque 1300 ordinateurs de plusieurs gouvernements et organisations dispersés dans 103 pays.

Comme l'an dernier, le réseau mis au jour est exploité par des cyberpirates chinois non identifiés. Selon les experts, rien ne permet d'associer ces individus aux autorités chinoises. Mais, a dit l'un d'eux hier matin en conférence de presse, il ne serait pas surprenant qu'une partie des informations recueillies tombent entre les mains du gouvernement en place.

Les chercheurs ont été en mesure de retrouver des milliers de pages de documents subtilisés. Ils ont littéralement découvert les caches des documents, comme des policiers découvrieraient une plantation de cannabis.

«Ce que nous avons fait, c'est comme aller derrière les agresseurs et fouiller dans leurs poches», a expliqué Ron Diebert, directeur du Citizen Lab affilié au Centre d'études internationales Munk.

D'abord l'Inde

La recherche a permis de constater que les réseaux d'ordinateurs indiens, et tout particulièrement ceux des bureaux du dalaï-lama, étaient visés.

Pourquoi ce pays? On l'a vu, personne ne veut mettre directement en cause le gouvernement chinois, mais Benoît Dupont rappelle les relations tendues entre la Chine et le dalaï-lama, mais aussi celles qui règnent entre la Chine et l'Inde aux frontières.

Le problème, c'est le risque de contagion entre les ordinateurs infectés et ceux de visiteurs



PHOTO ARCHIVES REUTERS

Le gouvernement chinois a tenu hier à se dissocier de cette affaire, assurant combattre le cyberterrorisme.

Le risque de contagion est grand entre les ordinateurs infectés et ceux de visiteurs extérieurs.

rité SecDev d'Ottawa et de Shadowserver Foundation, une organisation américaine de lutte contre le cyberespionnage.

«Ce qui est remarquable dans cette histoire est que les attaques ne visaient pas des comptes bancaires, mais des documents politiques ou de sécurité, observe Benoît Dupont, titulaire de la chaire de recherche du Canada en sécurité et technologie de l'École de criminologie de l'Université de Montréal. Et ce, sans techniques élaborées. Les moyens utilisés n'étaient pas très sophistiqués.»

Le rapport fait suite à une enquête d'un an menée par les chercheurs qui ont en quelque

extérieurs comme ce fut le cas ici. Une réalité qui a incité les auteurs du rapport à relancer le gouvernement canadien sur les dangers de la cybercriminalité. Pour eux, le Canada doit se doter d'une politique contre la cybercriminalité, une idée souvent exprimée dans le passé, mais jamais devenue réalité.

«D'autres pays dont les États-Unis ont pris les devants avec des politiques détaillées et des budgets faramineux, dit Benoît Dupont. Chez nous, le problème tient aux gouvernements fragiles, mais aussi au fait que les ministères se chamaillent pour savoir qui aura le contrôle dans ce dossier. Aux États-Unis, on a résolu le problème en nommant un personnage très proche du président, un *cybersecurity czar*, qui travaille directement à la Maison-Blanche.»

Les autorités chinoises ont rejeté hier toute implication dans cette affaire, assurant qu'elles combattaient et condamnaient le cyberterrorisme. Les gouvernements canadien et indien n'ont

pas réagi alors que le bureau du dalaï-lama a fait savoir qu'il stockait désormais tous ses renseignements sensibles dans des banques de données non accessibles sur le web.

MÉTHODE ET CONTRE-MÉTHODE

Pour pirater les ordinateurs, les malfaiteurs utilisaient une méthode d'une simplicité désarmante. Ils envoyaient des courriels ou lançaient des messages sur Twitter accompagnés de prétendus liens sur les relations Inde-Chine. Une fois les liens ouverts, un logiciel malveillant (*botnet*) se téléchargeait incognito dans l'appareil et commençait à en piller le contenu. Les auteurs du rapport ont quant à eux examiné scrupuleusement les ordinateurs infectés en plus de visiter les sites frauduleux proposés en lien dans les courriels pour accumuler petit à petit de l'information sur les pirates. Ils sont allés jusqu'à racheter les noms de domaine et ont retracé les adresses IP utilisées par les pirates afin de rassembler des informations qui continuaient à être envoyées à ces adresses. Ils ont aussi réussi à cartographier le réseau utilisé par les malfaiteurs. Ils ont enfin pu comparer les informations recueillies avec celles émanant d'attaques précédentes. Toutes ces analyses leur ont permis de déterminer sans l'ombre d'un doute que le point central se trouvait à Chengdu dans la province de Sichuan.

LES VICTIMES



UNIVERSITÉ WESTERN ONTARIO

L'Université Western Ontario, à London, l'Université de New York et l'Université des technologies Kaunas en Lituanie possèdent des ordinateurs piratés.



VISAS CANADIENS

Des demandes de visas formulées par des Canadiens et des résidents de 16 autres pays dans plusieurs ambassades traitant avec le gouvernement indien. Les ordinateurs d'ambassades situées à Kaboul, Moscou, Dubaï et au Nigeria ont aussi été visités.

DALAÏ-LAMA

Pratiquement tous les courriels envoyés (et reçus) des bureaux du dalaï-lama en Inde depuis un an. S'ajoutent les transcriptions numériques des conversations téléphoniques de ces mêmes bureaux, dont des conversations avec des représentants gouvernementaux, des individus et des groupes de défense des droits humains.



PHOTO ASHWINI BHATIA, AP

L'ARMÉE INDIENNE

Des documents classés secrets du ministère indien de la Défense ont été volés. Ces documents concernaient plus précisément le système de missiles air-air Pechora.

HONEYWELL

On ne connaît pas la nature des documents volés dans les ordinateurs de cette entreprise américaine spécialisée en matériaux avioniques, civils et militaires. Mais on sait que l'entreprise possède des liens avec une entreprise indienne pour l'exploitation de biocarburants.

LA VIE OFFRE BIEN PLUS QU'UNE VOLVO. IL Y A LA JOIE DU RETOUR DU PRINTEMPS ALORS QUE L'ÉCONOMIE CANADIENNE REFLEURIT. C'EST POURQUOI VOLVO PRÉSENTE L'ÉVÉNEMENT « LA VIE, C'EST LE PRINTEMPS ».



2010 XC90

NOUVELLES OFFRES SPÉCIALES DE LOCATION ET DE FINANCEMENT*

OU UNE ALLOCATION TAUX DE CHANGE JUSQU'À 9 000 \$⁺

+ 1 000 \$ EN ACCESSOIRES SANS FRAIS**



L'ÉVÉNEMENT « LA VIE, C'EST LE PRINTEMPS » DE VOLVO

Découvrez-en davantage sur volvomtl.com

Volvo. pour la vie



UPTOWN VOLVO 4900, rue Paré, Montréal (514) 737-6666

VOLVO LAVAL 2350, boul. Chomedey Laval (450) 682-3336

VOLVO ST. HYACINTHE 855, rue Johnn, Saint-Hyacinthe (450) 771-2305

JOHN SCOTTI AUTO LTÉE 4315, boul. Métropolitain Est Saint-Léonard (514) 725-9394

VOLVO DE BROSSARD 9405, boul. Taschereau Brossard (450) 659-6688

VOLVO PONTE CLAIRE 15 Auto Plaza, Pointe-Claire (514) 630-3666

FRANKE VOLVO 180, rue Principale Sainte-Agathe (819) 326-4775

*Offres à durée limitée par l'entremise des concessionnaires Volvo participants aux acheteurs au détail admissibles seulement, sous réserve de l'approbation de crédit. Offres disponibles sur les véhicules sélectionnés. Le montant de l'allocation taux de change varie selon le véhicule (un montant minimum de 1 000 \$ sur des modèles S40/V50 2010 sélectionnés jusqu'à concurrence d'un montant maximum de 9 000 \$ sur des modèles XC90 2010 sélectionnés). L'allocation taux de change peut être utilisée pour réduire le prix au comptant des véhicules admissibles. Elle est disponible seulement pour les clients au comptant et peut être déduite du prix négocié avant taxes. Elle ne peut pas être combinée à toute offre spéciale de location et de financement. **L'offre de 1 000 \$ en accessoires sans frais est disponible à la location, au financement ou à l'achat d'une Volvo neuve 2010 ou 2011. Le rabais des accessoires sans frais sera déduit du prix des options/améliorations admissibles avant taxes. Toute portion non utilisée de ce rabais ne sera pas remboursée et elle ne peut pas être accumulée pour s'en servir à l'avenir. À la place de l'offre de 1 000 \$ en accessoires sans frais, le client a l'option de recevoir un crédit de 500 \$ pour réduire le prix négocié avant taxes des véhicules admissibles. L'offre se termine le 30 avril 2010. Le concessionnaire peut vendre ou louer à un prix moindre et peut devoir commander ou échanger le véhicule. Certaines conditions s'appliquent. Votre concessionnaire Volvo vous donnera tous les détails. Les véhicules peuvent différer de l'illustration. © 2010 La Compagnie des Automobiles Volvo du Canada. • Volvo. pour la vie • est une marque déposée utilisée sous licence par La Compagnie des Automobiles Volvo du Canada. Pensez toujours à bouclier votre ceinture de sécurité. Visitez le site volvocanada.com.

Jacques Parizeau hospitalisé

CATHERINE HANDFIELD

L'ancien premier ministre du Québec Jacques Parizeau a été admis à l'hôpital lundi après avoir souffert d'une soudaine baisse de tension artérielle. Son malaise aurait été causé par un « surmenage ».

C'est ce qu'a annoncé hier après-midi l'Hôpital général juif de Montréal, où l'ex-politicien de 79 ans est hospitalisé. Dans un bref communiqué, l'établissement a précisé que M. Parizeau se trouvait dans un état stable, mais qu'il demeurait en observation.

Les membres de la famille Parizeau, dont sa femme, Lisette Lapointe, n'ont pas souhaité commenter la situation, demandant aux médias de respecter leur intimité.

La direction des communications de l'Hôpital général juif a refusé de répondre à toute autre question. Elle enverra un second communiqué aujourd'hui pour faire le

bilan de l'état de santé de M. Parizeau.

Landry attristé

Joint par *La Presse*, l'ex-premier ministre Bernard Landry en savait peu sur l'état et les antécédents médicaux de Jacques Parizeau. Il s'est dit attristé par la nouvelle et a envoyé ses pensées à son ex-collègue.

« On a été 40 ans à ses côtés, alors tout ce qui lui arrive nous affecte, c'est entendu, a dit M. Landry. La politique, c'est dur, mais c'est aussi des liens affectifs, surtout pour des militants de la qualité de Jacques Parizeau. »

« Il a fait preuve de courage devant bien des épreuves de sa vie, et il est encore capable, j'en suis sûr », a-t-il ajouté.

Jacques Parizeau, qui a dirigé le Québec de 1994 à 1996, a eu un emploi du temps du temps chargé l'automne dernier avec le lancement de son troisième livre, *La souveraineté: hier, aujourd'hui et demain*.

Pour les 20 ans de Fredy Villanueva



PHOTO ROBERT SKINNER, LA PRESSE
La famille de Fredy Villanueva s'est réunie au parc Henri-Bourassa hier soir pour souligner l'anniversaire de Fredy, qui aurait eu 20 ans hier. Une trentaine de personnes ont participé à la soirée, dont son père, Gilberto, qui a allumé des chandelles avec son petit-fils Deyvi, 3 ans (notre photo). Fredy Villanueva a été abattu par un policier dans le stationnement du parc Henri-Bourassa, à Montréal-Nord, au mois d'août 2008.

— Catherine Handfield

Meurtre de Louise Gaudreault: les suspects libérés

Faute de preuves, la police dominicaine a mis en liberté les quatre suspects dans l'enquête sur la mort de Louise Gaudreault, cette Québécoise de 54 ans assassinée jeudi dans son ranch de Cabarete.

En vertu de la loi, les autorités ne peuvent détenir les suspects plus de 48 heures sans accusation.

Les quatre hommes, âgés de 20 à 33 ans, font toutefois toujours l'objet d'une enquête.

Louise Gaudreault, qui vivait en République dominicaine depuis 25 ans, a été trouvée morte vendredi dans sa salle de bains. Elle a été poignardée.

— La Presse

Budget 2010 11

62%

DE L'EFFORT POUR RÉTABLIR
L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE
SERA FAIT PAR LE GOUVERNEMENT.

- Réduction graduelle de 10% des dépenses de nature administrative d'ici 2013-2014.
- Réduction de 25% des budgets de formation, de publicité et de déplacements.
- Gel de la masse salariale de la fonction publique jusqu'en 2013-2014.
- Suspension, pour deux ans, du versement des primes au rendement aux hauts dirigeants des secteurs public et parapublic et de la plupart des organismes gouvernementaux.
- Maintien du remplacement de seulement 1 départ sur 2 à la retraite. Cette règle est désormais étendue au personnel administratif des réseaux de la santé et de l'éducation, incluant les cadres.
- Gel, pour deux ans, du salaire du premier ministre, des ministres et des députés.
- Fusion ou abolition de 28 fonds et organismes.
- Révision systématique de tous les programmes.
- Aucun programme automatiquement renouvelé.
- Tous les nouveaux programmes autofinancés.

POUR L'AVENIR DE NOS ENFANTS.

Québec

ACTUALITÉS

Revisiter le pardon



YVES
BOISVERT
CHRONIQUE

La nouvelle a gâché les vacances de Stephen Harper: Graham James, un entraîneur de hockey mineur pédophile, a obtenu un «pardon».

Aussitôt, le gouvernement conservateur a annoncé qu'il allait revoir la Loi sur le casier judiciaire, qui rend à peu près automatique l'obtention du pardon.

La raison est superficielle et dictée par l'actualité, sans doute. Sécurité publique et hockey sont deux sujets de constante préoccupation du premier ministre, comme chacun sait. Mais ce n'est pas une mauvaise idée de raffiner cet outil de réhabilitation utile mais perfectible.

■■■

En 1997, James a reconnu avoir agressé sexuellement deux joueurs adolescents entre 1984 et 1995. L'un d'eux, Sheldon Kennedy, ex-joueur des Bruins de Boston, l'a dénoncé publiquement. Cet hiver, un autre ancien joueur de la LNH,

Theoren Fleury, a porté plainte à la police contre James.

La peine de James est terminée depuis 10 ans. Comme tout le monde, cinq ans après sa peine, James avait le droit de faire une demande de «réhabi-

Est-il normal qu'un adulte en autorité condamné pour des crimes sexuels obtienne un pardon aussi facilement que celui qui a été arrêté avec un sac de «pot» à 18 ans?

litation» – qui est le vrai nom français du «pardon».

Et comme 39 628 Canadiens l'an dernier, il l'a obtenue sans difficulté en 1997. Par définition, cette nouvelle n'est pas publique et ce n'est que la semaine dernière qu'un journal l'a découverte.

Dans les 40 dernières années, plus de 400 000 personnes ont obtenu leur pardon. Cela permet à des gens qui ont fait une gaffe dans leur vie de trouver un emploi malgré tout et de refaire leur vie.

La condamnation de James, comme celle de tous les réhabilités, demeure accessible pour les corps de police. Mais pour le public, sa condamnation n'existe plus et on ne peut pas en tenir compte. À moins que James tente d'obtenir un emploi auprès des enfants ou des «personnes vulnérables». La loi permet en effet à toute personne ou organisation qui s'occupe des enfants de vérifier auprès de la police si un candidat a été condamné pour un crime à caractère sexuel ou contre un enfant. Les douaniers améri-

cains, par ailleurs, n'ont que faire du pardon et les condamnations sont dûment fichées.

Comme n'importe quel «réhabilité», si James est condamné pour un autre crime, ou même s'il a «cessé de bien se conduire», on révoquera son pardon.

■■■

On voit bien l'utilité du pardon et ses vertus sociales. Mais il pose un certain nombre de problèmes.

D'abord, aucune véritable enquête n'est faite et les demandes sont accordées à 98 %, essentiellement en consultant des bases de données. La Commission nationale des libérations conditionnelles, qui gère le programme, note que seulement 4 % des pardons obtenus sont révoqués, preuve selon elle que le système fonctionne bien.

Mais est-il normal qu'un adulte en autorité condamné pour des crimes sexuels aux dépens de plusieurs personnes, crimes commis pendant des années, obtienne un pardon aussi facilement que celui qui a été arrêté avec un sac de pot à 18 ans?

La loi ne fait pourtant aucune distinction de ce genre. Les délais dans les deux cas sont les mêmes: cinq ans après la fin de la peine, si la personne n'a pas récidivé.

Par leur nature, certains crimes devraient faire l'objet d'un purgatoire plus long. On devrait d'ailleurs se demander si certains crimes ne devraient pas être exclus du pardon. Actuellement, le pardon est possible pour tous les crimes, sauf le meurtre et la haute trahison. Avec ce qu'on a appris sur le caractère chronique de la pédophilie, il y a peut-être lieu d'allonger la liste.

Fait-on enquête, par ailleurs, pour connaître les liens d'un délinquant avec les organisations criminelles?

D'après la preuve présentée dans une cause entendue à Montréal il y a quelques années, les 14 fonctionnaires qui géraient le programme font une recherche extrêmement rudimentaire.

Or, le pardon a des conséquences. La Cour suprême a conclu en 2008 que le Service de police de la Ville de Montréal n'a pas le droit d'exclure un candidat sur la simple base d'un crime «pardonné».

Dans cette affaire, une femme de 21 ans avait été condamnée pour un vol de 200\$ dans un dépanneur. Elle avait cependant obtenu une absolution de la cour – ce qui a les mêmes effets qu'un pardon après trois ans. Elle avait également eu des problèmes de consommation de drogues (acide, cocaïne) et la GRC avait pour cela refusé sa candidature. Mais la Cour suprême a dit que l'affaire du vol étant légalement réputée n'avoir jamais eu lieu, le Service de police de la Ville de Montréal devait poursuivre le processus d'embauche.

La Loi sur la police a été modifiée et le corps de police peut tenir compte des démêlés passés, même pardonnés, semble-t-il. Mais qu'en est-il des autres employeurs, eux qui n'ont pas accès aux bases de données de la police?

Il y a sûrement lieu de revisiter tout ça et, sans abolir le pardon, de l'améliorer. De le réhabiliter, pour ainsi dire.



Pour joindre notre chroniqueur: yves.boisvert@lapresse.ca

EN BREF

Alex Hilton retourne devant la justice

L'ex-pugiliste Alex Hilton s'est de nouveau retrouvé devant la justice hier. Il est accusé d'avoir pénétré par effraction dans le motel Le Marquis, situé au 6720, rue Sherbrooke Est, la nuit dernière, et ce faisant, d'avoir commis un méfait de moins de 5000\$ sur un cadre de

porte. Tout cela se serait produit dans les brumes de l'alcool. Il se retrouve donc avec des accusations de bris de condition en sus, puisqu'il lui était interdit de consommer de l'alcool et d'en avoir en sa possession depuis ses dernières frasques, en 2008. L'homme de 46 ans reviendra devant le tribunal aujourd'hui, pour avoir son enquête sous cautionnement.

— Christiane Desjardins

Séisme en Indonésie

Un séisme de magnitude 7,8 a été ressenti hier au nord de Sumatra, en Indonésie, selon l'Institut géologique américain. Une alerte au tsunami a été émise concernant la région par le Centre de prévention des tsunamis du Pacifique, à Honolulu. Le tremblement de terre est survenu à 5 h 15, heure locale, et le choc avait son épicerie à

une profondeur de 46 km sous l'écorce terrestre.

— AP

Pédophilie: Radio Vatican craint les débordements

Radio Vatican a mis en garde hier contre le risque que «la campagne médiatique de haine anti-catholique puisse dégénérer» alors que

l'Église est en pleine tourmente des scandales de pédophilie au sein du clergé. La radio rappelle que des graffitis anti-catholiques ont été tracés sur les murs d'une église en Italie, qu'un évêque allemand a été agressé par un déséquilibré lors de la messe de Pâques et que des groupes de manifestants ont cherché à perturber les célébrations de Pâques par des insultes en divers endroits en Europe.

— AFP

NON AU BLITZ DE NÉGOCIATION OUI À UNE VRAIE NÉGOCIATION

Les enseignantes et enseignants de la Fédération autonome de l'enseignement (FAE) ne veulent pas d'une entente à la sauvette qui ne réglerait pas les problèmes de fond qui s'accumulent en éducation depuis plus de dix ans.

IL FAUT :

- » obtenir plus de soutien pour répondre aux besoins des élèves en difficulté
- » réduire la précarité, particulièrement à l'éducation des adultes et à la formation professionnelle
- » améliorer les conditions d'enseignement
- » réduire la taille des groupes
- » faciliter la conciliation travail-famille

Les 30 000 enseignantes et enseignants membres de la FAE veulent une entente SATISFAISANTE et VÉRITABLEMENT NÉGOCIÉE

Prendre le temps de négocier...

Défendre l'école publique

FÉDÉRATION AUTONOME DE L'ENSEIGNEMENT



www.lafae.qc.ca



Chez nous, c'est vous l'étoile.

Vous pourrez aller loin, très loin, avec une confiance totale et un plaisir inégalé, grâce à Mercedes-Benz Laval. Chez nous, votre satisfaction et votre tranquillité d'esprit sont prioritaires. Mieux encore, nous voulons vous faire découvrir l'expérience unique d'être propriétaire d'une Mercedes-Benz. Comment ? En vous offrant un service exceptionnel où tout est à la hauteur de vos attentes. Car, chez nous, c'est vous qui passez toujours en premier.

Laval



Mercedes-Benz

Mercedes-Benz Laval Chez nous, c'est vous l'étoile.
3131, Autoroute Laval Ouest (440), Laval • 450 681-2500 • mercedes-benzlaval.com

POLITIQUE

52 millions engloutis au ministère des Travaux publics

Le NPD exige des explications

JOËL-DENIS BELLAVANCE

OTTAWA — Le NPD veut qu'un comité parlementaire examine pourquoi le ministère des Travaux publics a englouti 52 millions de dollars pour créer un programme informatique visant à simplifier les achats de biens et services du gouvernement pour ensuite l'abolir.

Le député néo-démocrate Pat Martin cachait mal sa colère devant ce cas de mauvaise gestion des fonds publics au moment même où le gouvernement fédéral est aux prises avec un déficit frisant les 50 milliards et demande à tous de se serrer la ceinture.

La Presse a rapporté hier que le gouvernement fédéral a dépensé 52 millions de dollars pour mettre sur pied ce nouveau programme dans le but de simplifier les milliards de dollars d'achat de biens et services par année de tous les ministères. Mais l'an dernier, le ministère des Travaux publics a mis la hache dans ce programme après avoir constaté que très peu de fonctionnaires l'utilisaient.

Selon le député Pat Martin, cette somme dépasse déjà largement les économies réalisées jusqu'ici par les conservateurs de Stephen Harper dans le cadre de la lutte contre le déficit. Le gouvernement a imposé

un gel des salaires des députés (environ un million de dollars d'économies) et aboli 245 postes dans des organismes gouvernementaux (environ un million de dollars).

« Toute cette affaire est un échec monumental. Ce gaspillage dépasse le total de toutes les économies adoptées par le Conseil du Trésor jusqu'ici. On fait un pas en avant et deux pas en arrière avec ce gouvernement », a dit M. Martin.

« La charrue devant les bœufs »

Le programme en question – le Marché en direct du gouvernement du Canada (MDGC)

– s'est avéré un échec parce que les ministères n'étaient pas obligés de s'en servir. Environ 700 fonctionnaires seulement ont utilisé ce nouvel outil, ce qui a conduit Travaux publics à l'abolir au printemps 2009.

« On semble avoir mis la charrue devant les bœufs. Avant de créer le programme, il aurait fallu vérifier l'intérêt des ministères. Ce n'est donc pas étonnant que tout cela ait échoué. Mais on ne peut pas se permettre de dilapider de l'argent comme cela dans une période de restrictions », a ajouté M. Martin.

Le député a indiqué qu'il demandera au comité des comp-

tes publics, dont il est le vice-président, de se pencher sur ce dossier à la reprise des travaux parlementaires la semaine prochaine.

Efficacité réduite

Le ministère des Travaux publics a expliqué plus tôt cette semaine qu'un « examen minutieux » du programme en 2008-2009 avait permis de conclure qu'il ne répondait pas aux besoins des ministères.

« Le Ministère a analysé l'utilisation du catalogue électronique et a conclu qu'il n'était pas largement utilisé, car c'était un outil limité qui n'était pas relié aux systèmes financiers des ministères. À cause des coûts annuels de fonctionnement du catalogue et de son faible taux d'utilisation, le rapport coût-efficacité de ce catalogue a été jugé trop faible », a indiqué Nathalie Bétoté Akwa, porte-parole de Travaux publics.

La ministre Helena Guergis encore dans l'embarras

LA PRESSE CANADIENNE

OTTAWA — Les libéraux fédéraux ont demandé hier au Commissariat aux conflits d'intérêts et à l'éthique de se pencher sur une généreuse hypothèque qui aurait été accordée à la ministre d'État à la Condition féminine, Helena Guergis.

L'opposition officielle veut savoir si la ministre a profité d'un traitement de faveur pour financer l'acquisition d'une nouvelle et coûteuse maison.

La députée libérale Marlene Jennings a écrit à la commissaire Mary Dawson pour vérifier des informations selon lesquelles M^{me} Guergis aurait touché un prêt hypothécaire couvrant le coût total de 880 000\$ d'une maison à Ottawa.

Selon M^{me} Jennings, des rapports suggèrent qu'une succursale de la Banque Scotia à Edmonton a accordé l'hypothèque sans exiger un acompte.

Selon M^{me} Jennings, le code

régissant les conflits d'intérêts stipule qu'aucun député ni membre de sa famille ne doit accepter – directement ou indirectement – un cadeau ou un avantage qui pourrait être perçu comme une tentative pour influencer un député.

Ce n'est pas la première fois que la ministre Guergis se retrouve dans l'embarras. En février, elle a essuyé des critiques de l'opposition pour avoir eu un excès de colère à l'aéroport de Charlottetown. La semaine dernière, sa démission a été réclamée après qu'il eut été démontré que des collaborateurs anciens et actuels ont écrit d'élogieux commentaires à son sujet en ne précisant pas le lien entre eux et la ministre. En mars, Rahim Jaffer, mari de M^{me} Guergis et ancien député conservateur, a plaidé coupable à des accusations de conduite imprudente et a été condamné à une amende de 500\$.



PHOTO SEAN KILPATRICK, LA PRESSE CANADIENNE

Helena Guergis, ministre d'État à la Condition féminine, se serait trouvée dans une situation de conflit d'intérêts relativement à un prêt hypothécaire.

La toute
NOUVELLE
TOYOTA SIENNA
— 2011 —



La belle vie passe à la vitesse supérieure.

La toute nouvelle Sienna 2011 a tout ce dont une famille active a besoin pour se déplacer et pratiquer toutes sortes d'activités dans le confort et avec style. Et c'est la seule mini-fourgonnette livrable avec la traction intégrale.

Montez à bord. À l'avant, le conducteur bénéficie d'un dégagement accru pour la tête et les hanches. Et vous pouvez commander des essuie-glaces à capteur de pluie ainsi que des sièges chauffants dont l'effet se fait rapidement sentir. En option, le système audio à 10 haut-parleurs est prêt à être couplé à la radio satellite XMSM et à votre iPod.SM

Vous pouvez vous étirer dans la deuxième rangée de sièges grâce à notre novateur

système à long coulissement. Tout en vous détendant dans un confort première classe, regardez un film sur l'écran large de 41 cm (16,4 po) de notre système multimédia optionnel ou admirez la vue offerte par le panneau de toit transparent à double ouverture, livrable en option.

Le meilleur vous attend au volant. Vous vous retrouvez aux commandes du moteur VVT-i éconergétique de votre choix : un moteur de 2,7 L et 187 ch ou un V6 de 3,5 L et 266 ch. Tous deux sont couplés à une transmission automatique à six rapports d'une grande souplesse. Résultat : un excellent rendement énergétique et une tenue de route dynamique.

La Sienna 2011 ne serait pas une Toyota si elle n'offrait pas les dernières technologies en matière de sécurité active et passive. Les sept coussins gonflables qui équipent l'habitacle sur toute sa longueur en attestent, de même que le système de freins antiblocage avec répartiteur électronique de force de freinage, le dispositif de contrôle de la stabilité du véhicule et le régulateur de traction.

Passez chez votre concessionnaire Toyota pour faire l'essai routier de la mini-fourgonnette qui vous permet de profiter de tout ce que la belle vie a à offrir.

Ottawa songerait à imposer un visa aux Slovaques

MALORIE BEAUCHEMIN

OTTAWA — Ottawa jongle avec l'idée d'imposer un visa aux ressortissants slovaques en visite au Canada, à l'instar des Tchèques et des Mexicains.

Selon des documents qu'a obtenus *La Presse*, grâce à la loi d'accès à l'information, l'augmentation du nombre de demandeurs d'asile en provenance de la Slovaquie force le gouvernement canadien à «surveiller» la situation de près.

«Les pays dispensés de l'obligation du visa savent que s'ils ne respectent pas les conditions du Canada relativement à la dispense de visa, le Canada pourrait réimposer l'obligation du visa», met en garde une note d'information, datée du 18 février dernier, et intitulée «Imposition du visa aux citoyens de la Slovaquie».

En juin 2009, une note d'information du même type, provenant aussi du ministère de l'Immigration et de la Citoyenneté, soulignait l'inquiétude grandissante du gouvernement canadien face à l'augmentation importante du nombre de demandes d'asile en provenance de la République tchèque, révèlent les documents obtenus.

Quelques semaines plus tard, à la mi-juillet, Ottawa est allé de l'avant en imposant des visas aux voyageurs tchèques et mexicains, afin de freiner l'explosion du nombre de demandes d'asile constatée dans les dernières années. L'imposition de visas a fait grand bruit dans les deux pays concernés, et soulevé des critiques dans les milieux diplomatiques et touristiques. La République tchèque est allée jusqu'à rappeler son ambassadeur au Canada.

«La Slovaquie a été le seul pays de l'Union européenne à critiquer publiquement la décision du Canada d'imposer un visa à la République tchèque», précise la note d'information du Ministère.

Les touristes slovaques n'ont plus besoin de visa pour entrer

ment sensiblement, passant de 74 en 2008 à 355 requêtes déposées en 2009, ce qui représente un peu plus de 1% du nombre total de demandes faites au pays. En comparaison, plus de 2000 citoyens tchèques ont demandé l'asile au Canada l'année dernière, dont beau-

«Certaines personnes abusent de notre générosité et bon nombre de demandeurs d'asile qui viennent au pays n'ont pas besoin de notre protection.»

— Jason Kenney, ministre de l'Immigration et de la Citoyenneté

au Canada depuis le 1^{er} mars 2008, ayant été exemptés par Ottawa en même temps que les ressortissants de la Hongrie, de la Lituanie et de la Pologne.

Mais, depuis cette date, les demandes d'asile de citoyens slovaques au Canada ont aug-

ment sensiblement, passant de 74 en 2008 à 355 requêtes déposées en 2009, ce qui représente un peu plus de 1% du nombre total de demandes faites au pays.

«Parmi les conditions à respecter, le gouvernement fédéral se garde le droit de réviser une exemption de visa si le nombre de demandes d'asile en provenance d'un pays en question

vient à atteindre 2% du nombre total de requêtes reçues en une année par le Canada.

Au Ministère, on rétorque simplement qu'il n'y a pas «actuellement» de plan pour imposer un visa à la Slovaquie.

Jugeant le système de demandes d'asiles déficient, le ministre de l'Immigration et de la Citoyenneté, Jason Kenney, a présenté la semaine dernière un vaste projet de réforme du processus d'accueil des réfugiés.

Le nombre élevé de demandes d'asile provenant de pays jugés «sûrs», c'est-à-dire reconnus comme démocratiques et respectueux des droits de la personne, ainsi que l'abandon d'un grand nombre de requêtes en provenance de ces mêmes pays ont amené Ottawa à croire que certains profitent des lacunes du système pour immigrer au Canada «par la porte d'en arrière».

«Certaines personnes abusent de notre générosité et bon nombre de demandeurs d'asile qui viennent au pays n'ont pas besoin de notre protection», a souligné le ministre Kenney en présentant sa réforme, la semaine dernière.

— Avec William Leclerc

Plaidoyer d'un maire haïtien en faveur de Michaëlle Jean

LINA DIB
LA PRESSE CANADIENNE

OTTAWA — Des voix haïtiennes s'élèvent pour demander au premier ministre Stephen Harper de prolonger le mandat de Michaëlle Jean à titre de gouverneure générale.

«Si le gouvernement m'écoute, je lui dis de renouveler le mandat de Michaëlle Jean.»

La déclaration n'a rien de diplomatique. Elle vient du maire de Port-au-Prince, Jean-Yves Jason, qui, avant de lancer son appel, a demandé, sourire en coin: «Vous croyez que je peux m'immiscer dans les affaires internes du Canada?»

C'est que, depuis quelques jours, les articles sur les éventuels remplaçants de M^{me} Jean à son poste se multiplient. Elle quitterait Rideau Hall à l'été, cinq ans après sa prestation de serment en septembre 2005.

Le maire Jason a fait sa requête alors qu'il était de passage à Ottawa, hier, pour la tenue d'un symposium sur l'avenir d'Haïti. À cette même rencontre, la ministre haïtienne du Commerce et de l'Industrie, Josseline Féthière, a fait écho à son compatriote.

«Nous aurions souhaité qu'elle soit renouvelée parce que, pour nous autres, Haïtiens, Haïtiennes, avoir Michaëlle Jean comme gouverneure, c'est vrai-

ment un appui de plus», a plaidé M^{me} Féthière.

M^{me} Jean, qui a ouvert les travaux de ce symposium, n'a rien dit de son avenir prochain.

Les Haïtiens venus participer au symposium qu'a organisé l'Université d'Ottawa ont tenu à souligner l'importance de cette alliée.

M. Jason a rappelé que, depuis le séisme du 12 janvier, la gouverneure a mis la main à la pâte. Elle lui sert de lien, par exemple, avec la Fédération canadienne des municipalités, organisme prêt à aider sa ville à se reconstruire.

«Elle nous a ouvert beaucoup de portes. Elle a été notre porteuse de messages», a-t-il dit.



PHOTO PAWEL DWULIT, LA PRESSE CANADIENNE

Michaëlle Jean, qui a ouvert les travaux d'un symposium sur l'avenir d'Haïti hier à Ottawa, n'a rien dit de son avenir prochain.



Regardez un DVD ou divisez l'écran pour faire jouer un film et un jeu simultanément grâce au système de divertissement à écran large proposé en option.



La vie est belle grâce au généreux espace pour les jambes offert par nos sièges à long coulisement.

Modèle V6 très bien équipé à partir de

28 900 \$*

TOYOTA
faire toujours mieux

MONTRÉAL PLUS

FINANCEMENT DES PARTIS POLITIQUES

Harel a contrevenu aux lois électorales

Déficit de 675 000 \$ pour le parti du maire Tremblay en 2009

MARTIN CROTEAU

La chef de Vision Montréal, Louise Harel, a contrevenu aux lois électorales en cautionnant un prêt de 240 000 \$ à son parti, révèlent les états financiers de la formation politique.

Vision Montréal a contracté un prêt de 550 000 \$ en 2009. Dix-huit de ses élus se sont portés garants du prêt,

certaines personnes ont cautionné un prêt pour un total trop élevé», a indiqué la porte-parole du Directeur général des élections, Audrey Garon.

La directrice générale de Vision Montréal, Soraya Martinez, assure qu'il s'agit d'une erreur de bonne foi. Le parti s'est placé en contravention de la loi, concède-t-elle, mais elle se défend d'avoir fait

La directrice générale de Vision Montréal, Soraya Martinez, assure qu'il s'agit d'une erreur de bonne foi. Le parti s'est placé en contravention de la loi, concède-t-elle, mais elle se défend d'avoir fait une manœuvre frauduleuse.

pour une somme variant de 10 000 \$ à 20 000 \$ chacun. La chef Louise Harel a pour sa part cautionné une somme de 240 000 \$.

Les élus se sont ainsi engagés à rembourser l'institution financière prêteuse si le parti n'arrivait plus à honorer ses paiements. Or, la loi sur le financement des partis politiques prévoit qu'un électeur ne peut cautionner un prêt de plus de 10 000 \$.

« On a pu constater que

une manœuvre frauduleuse.

« Au moment où le parti a contracté le prêt, nous n'étions pas au courant de cette loi », a-t-elle indiqué à *La Presse*, hier.

M^{me} Martinez affirme que le parti a déjà pris des mesures pour se conformer à la loi. Et que la situation devrait être rétablie avant le prochain rapport financier.

« Chaque élu a déjà entrepris des démarches avec le parti et avec l'institution financière pour scinder son cautionne-

ment en deux. Ils vont donc garder leur cautionnement de 10 000 \$ et trouver une autre personne pour cautionner à hauteur de 10 000 \$.»

Dans le cas de M^{me} Harel, qui à elle seule se porte garante de près de la moitié de l'emprunt, le parti va utiliser des sommes recueillies pendant des activités de financement en guise de garantie.

La loi prévoit des amendes qui varient de 500 \$ à 10 000 \$ pour ce type d'infraction, a indiqué Audrey Garon. Mais si le DGE décide de sévir, c'est l'agent officiel de Vision Montréal, et non les élus, qui seront mis à l'amende.

Il s'agit d'une nouvelle tuile pour Vision Montréal, qui forme l'opposition officielle à l'hôtel de ville. Le parti a bouclé l'année 2009 avec un déficit de près de 800 000 \$.

Déficit pour Union Montréal

Le parti du maire Gérald Tremblay, Union Montréal, a aussi terminé la dernière année dans le rouge. Il a enregistré un déficit de 675 000 \$, selon ses états financiers, rendus publics hier.

« Quand c'est une année électorale, c'est tout à fait normal qu'on enregistre des dépenses assez importantes, a indiqué la porte-parole du parti, Geneviève Hinse. C'est pour cela que l'année précédente celle de l'élection, on s'était assurés d'être en bonne santé financière.»



PHOTO ANDRÉ TREMBLAY, ARCHIVES LA PRESSE

La chef de Vision Montréal, Louise Harel, a cautionné un prêt beaucoup plus élevé que ce qui est permis par la loi.

Union Montréal avait en effet amassé plus d'un million au terme de 2008. C'est donc dire que, malgré ses pertes pendant l'année électorale, il reste près de 500 000 \$ dans ses coffres.

Fait étonnant, Union Montréal a reçu moins de dons en 2009, année électorale, qu'en 2008. Les contributions, les sommes recueillies pendant les activités partisanes et les adhésions au parti on rapporté un peu plus de 750 000 \$, l'an der-

nier, contre près d'un million l'année précédente.

Surplus pour Projet Montréal

Projet Montréal est le seul des trois partis municipaux à terminer la dernière année avec un surplus. Le parti de Richard Bergeron a amassé plus de 35 000 \$, lui qui avait terminé 2008 avec un déficit de 4000 \$.

« On fait de la politique avec moins d'argent, et on fait de la politique avec de l'argent qu'on a », s'est félicité Richard Bergeron, hier.

VIEUX-QUÉBEC

Forfait couette et café
Suite avec cuisine / cuisinette toute équipée!
à partir de
129\$
pour 2 personnes incluant le petit-déjeuner à la carte et le stationnement.

LE PORT-ROYAL
hôtel & suites

1.866.417.2777
www.leportroyal.com

*En environnement,
la Vie fait partie du programme*

Le Centre universitaire de formation en environnement offre des programmes interdisciplinaires qui visent à développer des compétences en gestion de l'environnement tout en intégrant les aspects sociaux et économiques dans la prise de décision.

Formation continue en environnement à Longueuil

À temps partiel, pour les professionnelles et les professionnels ayant au moins deux ans d'expérience.
Programmes accueillant des étudiantes et des étudiants de plus de 70 disciplines différentes.

- **Diplôme de 2^e cycle en gestion de l'environnement**
Possibilité de poursuivre à la maîtrise en environnement
- **Microprogramme de 2^e cycle en vérification environnementale**
Reconnu par l'Association québécoise de vérification environnementale
- **Microprogramme de perfectionnement en environnement - développement durable**
Programme court de 9 crédits

Soirée d'information
Date : Le mardi, 13 avril 2010
Heure : 19 h
Lieu : Campus de Longueuil
150, Place Charles-Le Moyne, local L1-3620
Veuillez confirmer votre présence au 1 866 821-7933

Centre universitaire de formation en environnement
www.USherbrooke.ca/environnement
Environnement@USherbrooke.ca

Longueuil — Université-de-Sherbrooke

S UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE

SOMMET DU MILLÉNAIRE DE MONTRÉAL

GOREAL

AGIR

22 AVRIL PALAIS DES CONGRÈS
4^E SOMMET DU MILLÉNAIRE SOMMETMILLENAIRE.CA

PRÉSENTÉ PAR **IG Groupe Investors** EN COLLABORATION AVEC **Québec**

Services Financiers Groupe Investors Inc.
Cabinet de services financiers

Bell **LE MONDE DE COSSETTE** **LA PRESSE** **cyberpresse.ca** **AstralMedia Radio**

RioTintoAlcan Montréal **BMO** Groupe financier **The Gazette** CNW TELBEC

La fin du bac vert dans le Plateau

Dès le 7 juin, les matières recyclables iront dans des sacs de plastique

MARTIN CROTEAU

Exit le bac vert, les résidents du Plateau-Mont-Royal utiliseront bientôt des sacs de plastique pour porter leurs matières recyclables sur le trottoir.

Le maire de l'arrondissement, Luc Ferrandez, a annoncé cette mesure hier afin d'améliorer la propreté dans les rues. En plaçant les matières recyclables dans des sacs qui peuvent être fermés et non dans des bacs ouverts, il espère réduire la quantité de déchets qui voleront au vent.

«Quiconque se promène dans le Plateau les jours de recyclage où il vente se rend compte que les papiers volent au vent dans tous les sens, a souligné M. Ferrandez. Les deux jours qui suivent la collecte de recyclage, on envoie des équipes de cols bleus pour ramasser du papier.»

À compter du 7 juin, l'arrondissement distribuera à tous ses résidents une boîte conte-



PHOTO ROBERT MAILLOUX, ARCHIVES LA PRESSE

En plaçant les matières recyclables dans des sacs qui peuvent être fermés et non dans des bacs ouverts, le maire de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal, espère réduire la quantité de déchets qui voleront au vent.

nant assez de sacs de plastique pour une année. Ensuite, ce sera aux citoyens de s'en procurer, au coût d'environ 6\$ la boîte dans les supermarchés, ou au prix coûtant de 4\$ au

bureau d'arrondissement.

La disparition des 50 000 bacs verts de l'arrondissement facilitera le travail des cols bleus, tant pour la collecte sélective que pour le

déneigement des rues et des trottoirs.

Plus d'inspecteurs

L'arrondissement va faire passer de quatre à huit le nombre d'inspecteurs qui sillonnent les rues pour faire respecter les règlements de propreté. Des équipes vertes seront chargées de répertorier, d'entretenir et de verdifier différents secteurs du Plateau. Et pour empêcher les cyclistes d'enchaîner leurs vélos aux arbres, et ainsi les endommager, on créera 500 nouvelles places de stationnement pour bicyclettes.

L'implantation de ces mesures coûtera 3,6 millions.

La Ville de Montréal a récemment fait l'acquisition de 245 000 conteneurs de recyclage sur roulettes. Mais cette mesure visant à stimuler le recyclage ne sera pas implantée dans le Plateau, où l'on compte une très forte proportion de bâtiments à résidences multiples et très peu de maisons unifamiliales.

L'arrondissement de Ville-Marie mène depuis 2007 un projet pilote pour tester le sac de plastique en remplacement du bac vert. Son porte-parole, Jacques-Alain Lavallée, souligne que l'initiative est un succès jusqu'ici. Le taux de récupération a grimpé de 40% lors de la première année d'implantation de la mesure.

«Ça a permis de régler une partie de notre problème de malpropreté et, d'autre part, ça a permis d'augmenter nos taux de recyclage», a-t-il indiqué.

La Ville teste depuis l'an dernier le «bac-sac» dans trois arrondissements. Mais le panier de plastique s'est attiré plusieurs critiques jusqu'ici, notamment à cause de sa fragilité. «Il y a effectivement un certain nombre de constats qui ont été faits, a indiqué le porte-parole de la Ville, Bernard Larin. Mais nous souhaitons poursuivre le projet pilote.»

GRÈVE DES CHARGÉS DE COURS À L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

Les négociations se poursuivent aujourd'hui

ARIANE LACOURSIÈRE ET CATHERINE HANDFIELD

Bien que la date butoir qu'elle s'est fixée soit franchie, la direction de l'Université de Montréal continuera à négocier aujourd'hui avec le syndicat des chargés de cours.

À la demande de la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, les deux parties se sont réunies hier après-midi afin d'en arriver à une entente. La rencontre a duré près de quatre heures.

Le syndicat et la direction n'ont pas souhaité commenter le déroulement des négociations. Ils ont toutefois spécifié qu'ils doivent se réunir à nouveau aujourd'hui devant le conciliateur nommé par le ministre du Travail.

L'Université n'a toujours pas mis à exécution sa menace d'annuler les cours donnés par les chargés de cours, comme elle avait menacé de faire si aucune entente n'était conclue avant lundi. Cela compromettrait le trimestre de 26 000 étudiants.

Manifestation d'étudiants

Une centaine d'étudiants de l'Université de Montréal ont par ailleurs manifesté hier midi devant les bureaux du ministère de l'Éducation à Montréal pour demander à la ministre Courchesne d'intervenir afin de mettre fin au conflit.

Inquiets de voir leur semestre annulé, plusieurs jeunes scandaient des slogans comme «Courchesne, prends les rênes!» ou arboraient des pancartes indiquant «Non à l'annulation de la session!»

Hier matin, la ministre Courchesne avait elle aussi publié un communiqué dans lequel elle disait avoir discuté avec la présidente de la CSN et le recteur de l'Université «pour leur faire part de leur obligation de trouver une solution qui mettra fin à ce conflit sans compromettre la session des étudiants».

«Nous, on attend, a indiqué le secrétaire général de la Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal (FAECUM), Nicolas Descroix. On demande à la ministre



PHOTO ALAIN ROBERGE, LA PRESSE

La grève des chargés de cours de l'Université de Montréal dure depuis sept semaines et des étudiants ont demandé hier l'intervention de la ministre de l'Éducation.

Courchesne d'intervenir personnellement pour que ça se règle.»

La grève des chargés de

cours de l'Université de Montréal dure depuis maintenant sept semaines. Lundi, 64% des syndiqués ont voté

contre les «dernières» propositions patronales. Ils ont ainsi épousé le mot d'ordre du syndicat.

EN BREF

Des mesures pour dissiper les doutes

Le directeur général de Montréal, Louis Roquet, affirme avoir mis en place toutes les mesures nécessaires pour dissiper les doutes sur l'attribution des contrats. En entrevue au *Devoir*, le premier fonctionnaire de la Ville a affirmé qu'une

série de mesures ont permis de renforcer l'expertise interne de l'appareil municipal. Des évaluateurs indépendants valident désormais les coûts de différents projets. La Ville cessera aussi de recourir à des firmes d'experts-conseils pour préparer les devis des contrats. Et elle scindera les contrats importants afin d'attirer davantage de soumissionnaires. - Martin Croteau

VENTE
50
HEURES
Du 9 au 11 avril

JUSQU'À 50% DE RABAIS
sur plusieurs modèles démonstrateurs

TPS + TVQ PAYÉES SUR TOUS VOS ACHATS

Fontaine
Meubles Décor
www.meublesfontaine.com

9780, Sherbrooke Est, Montréal | 514 352-3913

Orthèses avec style

POULIOT
LABORATOIRE D'ORTHÈSES DU PIED

4596, boul. Saint-Laurent, Montréal
514 848.0100
1 877 967.0100
pouliotlab.com

Facilité de stationnement

Reconnu et accrédité par les organismes publics et assureurs privés.

ACTUALITÉS

Attaque dans le Vieux-Montréal

Un jeune homme poignardé en pleine rue à la suite d'une querelle est sévèrement blessé

DAPHNÉ CAMERON

Un jeune homme de 23 ans a été poignardé en pleine rue dans le Vieux-Montréal hier après-midi après qu'une querelle eut éclaté entre deux groupes de jeunes. Le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) recherche activement trois suspects qui ont pris la fuite à pied immédiatement après le crime.

L'affaire a débuté vers 15h à l'angle du boulevard Saint-Laurent et de la rue Notre-Dame. Selon plusieurs témoins, la victime a été attaquée près de l'entrée du restaurant McDonald's.

«Tout a commencé lorsque trois gars ont commencé à nous insulter, moi, mon ami et mon cousin. Ils étaient de l'autre côté de la rue alors nous avons traversé pour voir ce qu'ils nous voulaient», a expliqué, en marge de la scène de crime, un jeune homme couvert de sang qui n'a pas voulu s'identifier. «Certains d'entre nous ont commencé à se battre, mais mon cousin est resté debout sans rien faire. C'est alors qu'un des gars l'a poignardé sans raison. On ne les connaissait même pas», a-t-il ajouté, avant d'être escorté avec son ami au Centre opérationnel Sud du SPVM.

Selon des images exclusives captées par les caméras de surveillance de *La Presse*, dont l'édifice est voisin des lieux du crime, les trois assaillants ont pris la fuite vers l'ouest en empruntant la rue Saint-Jacques.

Au même moment, la victime et ses deux amis se sont dirigés vers une station de taxis située une dizaine de mètres plus loin afin de se rendre à l'hôpital. La victime s'est alors effondrée sur le trottoir devant plusieurs dizaines de témoins. Mais selon Yannick Ouimet, porte-parole au SPVM, on ne craignait pas pour sa vie.

Au moins deux chauffeurs de taxi, qui refusent d'être identifiés, ont assisté à la scène. L'un d'eux a suivi les suspects un moment pendant leur fuite. «J'ai vu le jeune blessé. Il avait le ventre ouvert. Il y avait

du sang partout. J'ai suivi les autres gars qui se sauvaient dans la rue Saint-Jacques. Ils sont entrés dans un édifice de la place d'Armes», a-t-il déclaré, encore sous le choc.

«Les trois gars ont tenté d'entrer dans mon taxi, mais j'ai barré la porte parce que l'un d'eux saignait abondamment du ventre. En fait, personne ne voulait l'embarquer», a raconté le second chauffeur. «Il y avait du sang partout, ça sortait par jets. Peu de temps après, il s'est écroulé sur le sol.»

Suspects chez McDonald's

Des agents de police qui travaillent au palais de justice de Montréal, situé angle Saint-Laurent et Notre-Dame, sont rapidement intervenus. Une ambulance s'est présentée sur place quelque temps plus tard. Après avoir érigé un périmètre de sécurité, des policiers du SPVM ont fait le tour des commerces du coin pour visionner des images captées par leurs caméras de surveillance.

Ils ont notamment visité le restaurant McDonald's où trois employés ont raconté à *La Presse* que les trois suspects étaient entrés en trombe à l'intérieur du restaurant et y avaient dérobé une barre de métal entreposée dans un placard d'entretien. «La porte était ouverte à ce moment», a raconté l'un des employés. «Ils ont pris une longue barre de métal que l'on utilise pour transporter nos sacs de déchets.»

Yannick Ouimet n'a pas pu confirmer s'il s'agissait de l'arme du crime. «L'homme aurait été poignardé à l'arme blanche par l'un des trois suspects, mais on n'en sait pas plus pour l'instant.»

— Avec la collaboration d'Isabelle Audet

CYBERPRESSE.CA
IMAGES EXCLUSIVES
 Voyez notre reportage et les images exclusives captées par les caméras de surveillance de *La Presse* sur cyberpresse.ca/agression



PHOTO MARTIN CHAMBERLAND, LA PRESSE

Le jeune homme poignardé hier, âgé de 23 ans, aurait été attaqué près du restaurant McDonald's, angle Saint-Laurent et Notre-Dame. Selon le porte-parole de la police, on ne craint pas pour sa vie.



PHOTO MARTIN CHAMBERLAND, LA PRESSE

Les caméras de surveillance de *La Presse*, dont l'édifice est voisin des lieux du crime, ont capté des images exclusives des trois suspects en fuite vers l'ouest, rue Saint-Jacques.

Un propriétaire de garderie jugé pour agressions sexuelles contre des enfants

CHRISTIANE DESJARDINS

Le procès d'Allan Frederick James, accusé d'attouchements sexuels sur trois fillettes qui fréquentaient sa garderie dans Côte-des-Neiges en 2007, a commencé hier au palais de justice de Montréal.

La garderie en question, Funtime Home Daycare, que l'accusé tenait avec sa conjointe, rue Victoria, est

la voiture de «Daddy Allan», alors qu'ils faisaient des courses et que la conjointe de l'homme était dans un magasin. Dans un interrogatoire filmé qu'a mené en mars 2007 le détective Tony Paradiso, de la police de Montréal, l'enfant a d'ailleurs mimé avec une précision déconcertante les gestes qu'elle a attribués à l'accusé. «Il a ouvert son pantalon, il a sorti son zizi



PHOTO ANDRÉ PICHETTE, LA PRESSE

Allan Frederick James est accusé d'attouchements sexuels sur trois fillettes qui fréquentaient sa garderie de Côte-des-Neiges en 2007. On le voit ici en compagnie de sa conjointe, avec qui il tenait l'établissement.

Dans un interrogatoire filmé mené en mars 2007, l'enfant a mimé avec une précision déconcertante les gestes qu'elle a attribués à l'accusé.

fermée depuis les événements. L'homme de 55 ans a été arrêté et accusé en juillet 2007, après qu'une fillette de 5 ans eut parlé à sa mère de certains gestes que «Daddy Allan» avait commis à son endroit. Selon les dires de l'enfant, l'homme s'était masturbé devant elle et lui avait touché le vagin avec son pouce, qu'il avait enduit de salive. Cela s'était passé un samedi, dans

et il a fait ça», a dit la petite en imitant la masturbation masculine. Elle a aussi dit que les mains de l'homme étaient «sales», qu'il les avait essuyées avec un mouchoir, et qu'il avait bu son urine (à elle). Questionnée par l'enquêteur sur la durée de l'agression, la petite, très expansive et qui gigotait constamment sur sa chaise, a répondu: «Vingt ans!»

Hier, en après-midi, l'enfant qui a maintenant 8 ans a témoigné de vive voix, à partir d'une pièce adjacente à la salle d'audience où se trouvait l'accusé. Le tout a

été retransmis par télévision en circuit fermé. L'enfant a raconté sensiblement la même histoire, mais elle s'est montrée plus précise sur certains détails. Quand elle

ne se rappelait pas certaines choses, elle disait de demander à sa mère, car celle-ci s'en souviendrait.

Propos pris au sérieux

La mère de l'enfant a été le premier témoin appelé à la barre, hier matin. Elle a fait garder sa fille pendant quelques années à cette garderie. Alors qu'elle avait 2 ou 3 ans, l'enfant avait parlé de gestes sexuels commis par l'accusé. Mais comme la petite avait de la difficulté à s'exprimer, ses propos étaient restés ambigus et n'avaient pas porté à conséquence. En mars 2007, la mère a cependant pris très au sérieux les confidences de sa fille, alors âgée de 5 ans. Madame en a parlé à la conjointe de l'accusé, et aussi à d'autres personnes à la garderie. À peu près à la même époque, deux autres fillettes, des sœurs, auraient fait des confidences à leurs parents au sujet de l'accusé. L'une des enfants, la plus jeune, n'a cependant jamais voulu répondre aux questions des enquêteurs. Le juge Jean-Pierre Bonin devra décider si la mère peut témoigner à la place de l'enfant.

Le procès d'une durée prévue de quatre jours se poursuit aujourd'hui. M^e Anne Gauvin représente la Couronne, tandis que M^e Robert Israël assure la défense.

PROMOTION

XYXX

POUR HOMME SEULEMENT
 PRINTEMPS 2010



NICO
ARCHAMBAULT
 LE MAÎTRE DE LA DANSE

Consultez notre version en ligne
 au cyberpresse.ca/xy

LE TOUR DU GLOBE

ÉTATS-UNIS

Un autre prêtre pédophile

Un prêtre indien accusé d'agressions sexuelles sur des adolescentes aux États-Unis a travaillé dans les cinq dernières années pour des écoles catholiques en Inde, malgré les avertissements d'un évêque américain, selon des documents d'un tribunal rendus publics lundi. L'évêque américain du Minnesota Victor Balke avait signalé les accusations contre le prêtre indien en 2005, selon une lettre rendue publique par un avocat représentant une victime dans un procès civil. - Agence France-Presse

KIRGHIZISTAN

Manifs et arrestation

La police kirghize a arrêté hier l'ex-candidat de l'opposition à la présidentielle, Almazbek Atambaiev, à la suite d'un face-à-face tendu avec des manifestants qui cherchaient à le protéger à son domicile. Le premier ministre kirghiz, Daniar Oussenov, a accusé l'opposition de tenter d'organiser un soulèvement armé. Ces troubles interviennent après que le Mouvement populaire uni (opposition) eut appelé à des manifestations dans tout le pays contre le président Bakiev. - Agence France-Presse

AFGHANISTAN

Karzaï opiomane?

L'Américain Peter Galbraith, ancien représentant adjoint de l'ONU en Afghanistan, a mis en doute hier « l'équilibre mental » du président afghan Hamid Karzaï, dans un entretien à la chaîne de télévision américaine MSNBC. « Il est coutumier des diatribes, il peut être très émotif, impulsif. En fait, des personnes proches du palais présidentiel disent qu'il a un certain goût pour l'un des produits d'exportation les plus rentables de l'Afghanistan », a-t-il affirmé dans une allusion claire à la production afghane d'opium. - Agence France-Presse



Hamid Karzaï PHOTO AFP

RDC

Journaliste tué

Un reporter-cameraman travaillant pour plusieurs médias à Béni, dans l'est de la République démocratique du Congo, a été « abattu à bout portant » lundi devant son domicile par des inconnus, peu après avoir été dépouillé, a-t-on appris hier auprès de l'ONG congolaise Journaliste en danger (JED). Patient Chebeya Bankome, 35 ans, plus connu sous le pseudonyme de Montigomo, est le sixième journaliste tué dans l'est de la RDC depuis 2005. La région est très instable en raison de la présence de plusieurs groupes armés qui y sévissent depuis plus d'une décennie. - Agence France-Presse

Washington se dote d'une nouvelle doctrine nucléaire

La dissuasion a meilleur goût, mais...



RICHARD HÉTU COLLABORATION SPÉCIALE

NEW YORK — Barack Obama a rompu hier l'ambiguïté entretenue par ses prédécesseurs à la Maison-Blanche sur les conditions dans lesquelles les États-Unis utiliseraient l'arme atomique.

Donnant le coup d'envoi à une semaine d'activités axées sur la diplomatie nucléaire, le président américain a dévoilé une nouvelle doctrine qui exclut pour la première fois le recours à l'arme ultime pour riposter à des attaques chimiques ou biologiques venant de pays ayant ratifié le Traité de non-prolifération nucléaire et qui le respectent.

« Notre sécurité nationale et celle de nos alliés et partenaires pourra être de plus en plus défendue par les capacités militaires conventionnelles sans égales de l'Amérique et une défense antimissile forte », a déclaré le président Obama, qui s'est engagé en outre à ce que son pays renonce aux essais nucléaires et à la mise au point de nouvelles armes nucléaires.

La menace représentée par des pays comme l'Iran et la Corée du Nord empêche cependant les États-Unis de déclarer la dissuasion comme « le seul but des armes nucléaires », précise la nouvelle stratégie nucléaire, document que demande le



PHOTO NATALIA KOLESNIKOVA, AGENCE FRANCE-PRESSE

Le dévoilement de la doctrine nucléaire américaine survient alors qu'un nouveau traité START doit être signé cette semaine. Celui-ci prévoit la réduction des arsenaux nucléaires russe (notre photo) et américain.

Congrès à chaque nouvelle administration depuis 1991. Certains démocrates du Congrès et des experts pro-

« Toutes les options sont sur la table lorsqu'il s'agit de pays de cette catégorie », a déclaré hier en conférence

Le président Obama a exprimé la même idée dimanche lors d'une entrevue au *New York Times*. « Je vais préserver tous les outils nécessaires pour assurer la sécurité du peuple américain », a-t-il dit.

Dans un communiqué diffusé hier, le chef de la Maison-Blanche a indiqué que la nouvelle doctrine nucléaire « reconnaissait que la plus grande menace aux États-Unis et à la sécurité mondiale n'est plus un affrontement nucléaire

La menace représentée par des pays comme l'Iran et la Corée du Nord empêcherait les États-Unis de déclarer la dissuasion comme « le seul but des armes nucléaires ».

gressistes auraient souhaité que la dissuasion soit déclarée l'unique but de l'arsenal atomique américain.

de presse le secrétaire à la Défense américain, Robert Gates, en faisant allusion à l'Iran et à la Corée du Nord.

entre deux nations, mais le terrorisme nucléaire venant d'extrémistes violents et la prolifération nucléaire à un nombre croissant d'États.

Cette nouvelle stratégie nucléaire, basée sur la réduction du rôle de l'arme atomique dans la défense américaine, reflète l'engagement pris par le président Obama il y a un an à Prague en faveur de la dénucléarisation de son pays et du reste du monde.

Nouveau traité

Le dévoilement de la nouvelle doctrine nucléaire des États-Unis est survenu deux jours avant la signature, à Prague, d'un nouveau traité START de réduction des armements nucléaires par le président américain et son homologue russe Dmitri Medvedev. L'accord prévoit notamment la réduction d'environ un tiers des stocks russe et américain, qui passeraient chacun de 2200 ogives nucléaires à 1550.

Le président Obama accueillera par ailleurs à Washington, les 12 et 13 avril, une quarantaine de dirigeants du monde à l'occasion d'un sommet consacré à la sécurité et à la non-prolifération.

Plusieurs conservateurs ont critiqué la nouvelle doctrine nucléaire des États-Unis. L'ancien candidat à la présidence Rudolph Giuliani a notamment affirmé que cette stratégie était le fait d'un président « inapte » aveuglé par un « rêve de gauche », celui d'un monde sans armes nucléaires.

POUR LA TSX

1,9%

FINANCEMENT À LA LOCATION JUSQU'À 48 MOIS
FINANCEMENT À L'ACHAT JUSQU'À 36 MOIS



2010

MOTEUR V6 MAINTENANT DISPONIBLE

TSX

INCLUANT : • Moteur i-VTEC^{MD} de 2,4 l, 201 ch • Système de climatisation automatique bizonne • Toit ouvrant électrique
Système mains libres HandsFreeLink^{MC} et interface de téléphone mobile Bluetooth^{MD} • Et beaucoup plus...

PAIEMENT MENSUEL LOCATION 48 MOIS
318\$*
COMPTANT INITIAL DE 4 198 \$

LA TECHNOLOGIE, LOIN DEVANT.



2010 4 ROUES MOTRICES
RDX AVEC SH-AWD

PAIEMENT MENSUEL LOCATION 48 MOIS
388\$*
COMPTANT INITIAL DE 6 348 \$

TOUS LES MODÈLES 2010 INCLUENT CES NOUVEAUTÉS :
Caméra de recul • Interface audio Bluetooth^{MD}
Nouvelles roues de 18 pouces en alliage d'aluminium
Prises USB/i-Pod^{MD} • Intérieur et extérieur redessinés.

VOUS LOUEZ DÉJÀ UNE ACURA?
-2% RÉDUCTION DE TAUX*
À l'achat ou à la location de tous véhicules Acura 2010.

ACURA DEVANT.

ACURA PLUS 255, boul. de la Seigneurie, Blainville 450 435-4455 :: ACURA MÉTROPOLITAIN 5625, boul. Métropolitain, St-Léonard 514 362-2872 :: ACURA GABRIEL 4648, boul. Saint-Jean, Dollard-des-Ormeaux 514 696-7777
ACURA BROSSARD 9100, boul. Taschereau, Brossard 450 659-1616 :: ACURA DE LAVAL 2500, boul. Chomedey Laval 450 682-4050 :: LUCIANI ACURA 4040, rue Jean-Talon O., Montréal 514 340-1344

L'acheteur avise les petits caractères : * Offres d'une durée limitée du 1 avril au 30 avril 2010 applicables à la location pour usage personnel seulement des modèles neufs Acura TSX 2010 (CL2ESA) et Acura RDX 2010 (TBH42AJN) par le biais de Services Financiers Honda sur approbation de crédit. Le versement mensuel pendant 48 mois s'élève à 318 \$/388 \$ moyennant un versement initial de 4 198 \$/6 348 \$ ou un véhicule de reprise d'une valeur équivalente pour le TSX/RDX. Les frais d'inscription au RDPPM incluent les droits de registre, les frais de transport et d'inspection pré-livraison de 1895 \$, le paiement du premier mois et un dépôt de garantie de 0\$ sont payables dès l'entrée en vigueur du contrat de location. Les taxes, frais d'immatriculation, d'assurance, d'enregistrement, ainsi que les droits sur pneus neufs sont en sus. Le locataire est responsable de l'accident de kilométrage après 96 000 km pour 48 mois au taux de 0,15 \$/km. Le concessionnaire peut louer à plus bas prix. Sujet à approbation de crédit. Le concessionnaire peut devoir commander ou charger un véhicule. Valable sur les véhicules en inventaire seulement. Offres valides pour les résidents du Québec seulement chez les concessionnaires participants Acura du Québec. Photos à titre illustratif seulement. Voyez votre concessionnaire Acura pour tous les détails. L'offre de financement d'une durée limitée sur tous les nouveaux véhicules Acura TSX 2010 par l'entremise des Services Financiers Honda Inc. sur approbation de crédit. Le taux en financement jusqu'à 36 mois sur la gamme de modèles TSX est de 1,9%. Le taux en location jusqu'à 48 mois sur la gamme de modèles TSX est de 1,9%. Le concessionnaire peut vendre à prix réduit les véhicules en inventaire seulement. Offre valide pour les résidents du Québec seulement chez les concessionnaires participants Acura du Québec. Les offres peuvent changer sans préavis. Voyez votre concessionnaire Acura pour tous les détails. 11 La réduction de taux de 2% est offerte aux clients qui ont déjà un véhicule en location auprès de SFH et dont les paiements sont à jour au moment de se prévaloir de l'offre. Cette réduction est applicable sur le taux de financement à l'achat ou celui applicable à la location du nouveau véhicule Acura 2010 au plus tard le 30 avril 2010. Cette réduction ne peut être transférée à aucune autre personne.

MONDE

« Regarde ces salauds morts »

Deux journalistes tués par l'armée en Irak : une vidéo plonge le Pentagone dans l'embarras



NICOLAS BÉRUBÉ

LOS ANGELES — La vidéo confidentielle du Pentagone dépeignant la mort violente d'une douzaine d'hommes, dont deux journalistes de Reuters, aux mains des forces américaines en Irak a provoqué de vives réactions dans le monde entier, hier.

En Irak, l'association nationale des journalistes a condamné les agissements de l'armée et appelé le gouvernement irakien à déclencher une enquête sur l'incident.

« Il s'agit d'une attaque de plus qui s'ajoute aux crimes perpétrés par les forces américaines contre les journalistes et les civils irakiens », a déclaré le président de l'organisme, Mouyyad al-Lami.

Aux États-Unis, le Comité de protection des journalistes a exprimé son désarroi face à la vidéo sanglante, dévoilée lundi par le site WikiLeaks, et visionnée plus de 2 millions de fois sur YouTube depuis.

« La violence des images parle d'elle-même, et vient confirmer ce que nous affirmons depuis longtemps : qu'une enquête complète et transparente de cet incident doit avoir lieu. »

Le lieutenant-colonel Anthony Shaffer, professeur au Centre d'études sur la Défense, a dit hier que le Pentagone devrait ouvrir une enquête, pour envoyer le message que ces comportements ne sont pas acceptés. « Sinon, Al-Qaeda va continuer d'utiliser ces événements comme outils de recrutement », a-t-il dit. La vidéo montre une attaque d'un hélicoptère Apache de l'armée américaine sur un groupe d'hommes réunis à un coin de rue de Bagdad, le 12 juillet 2007.



PHOTO AGENCE FRANCE-PRESSE

Cet extrait de la vidéo montre le groupe, dont les deux journalistes de Reuters, juste avant que les Américains ouvrent le feu.

On y entend les voix des militaires, qui croient voir un lance-grenades accroché à l'épaule d'un des hommes. Il s'agit de l'appareil photo de Namir Noor-Eldeen, 22 ans, photographe pour Reuters.

L'hélicoptère attaque le groupe. Onze personnes s'effondrent, dont M. Noor-Eldeen et son assistant, Saeed Chmagh.

« Regarde ces salauds morts », dit l'un des militaires. « Super. Bonne fusillade », répond un collègue.

Peu après, une camionnette arrive sur les lieux. Un homme sort et vient en aide aux victimes. L'hélicoptère tire sur lui et le tue. Deux jeunes enfants assis dans la camionnette sont blessés. Un des militaires s'exclame : « Eh bien, ce sont eux qui ont choisi d'amener leurs enfants à la bataille. »

On peut également entendre les militaires rire lorsqu'un véhicule de l'armée américaine roule sur l'un des cadavres.

Un reporter travaillant pour WikiLeaks, site indépendant

spécialisé dans la diffusion de documents confidentiels, a déterminé que l'homme à la camionnette était un bon Samaritain qui conduisait ses enfants à des leçons privées.

Hier, le Pentagone n'a pas commenté la vidéo ou donné des indications sur son intention de rouvrir une enquête sur l'incident. Sous le couvert de l'anonymat, des officiers ont dit à divers médias que la vidéo était authentique.

Selon plusieurs experts, des crimes de guerre ont peut-être

été commis dans cet incident. Une analyse juridique du *New Yorker* note que l'attaque contre l'homme qui vient en aide aux blessés contrevient à la convention de Genève.

CYBERPRESSE.CA

VIDÉO

Pour voir notre reportage vidéo sur la mort des deux journalistes, allez à cyberpresse.ca/irak

Regain de violence à Bagdad

Six attentats ont fait au moins 35 victimes dans la capitale

D'APRÈS AFP

BAGDAD — Au moins 35 civils ont été tués dans 6 attentats perpétrés hier contre des bâtiments d'habitation de la capitale irakienne, deux jours après une série d'attaques ayant visé des ambassades.

Le porte-parole du commandement militaire de Bagdad, le général Qassem Atta, a aussitôt accusé Al-Qaeda et les « résidus » du parti Baas de Saddam

Hussein contre lesquels, a-t-il dit sur la chaîne Al-Arabiya, les autorités irakiennes « sont en guerre ouverte ».

Ce regain de violence coïncide avec le vide politique causé par l'incapacité des partis à se mettre d'accord sur la formation du gouvernement, un mois après les législatives.

Selon un bilan officiel provisoire, 35 personnes ont été tuées et 140 blessées, mais en milieu de journée, des victi-

mes étaient encore sous les décombres.

Contrairement à la série d'attaques ayant visé dimanche des ambassades, les attentats d'hier ont ciblé les civils, les charges explosives ayant été placées dans des immeubles d'habitation situés tant dans des quartiers chiites que sunnites. Les explosions ont eu lieu à Allawi (centre), à Chkouk et à Choula (Nord), ainsi qu'à Chourta Rabia et à Amel (Sud).

À Allawi, le bâtiment visé s'est effondré et n'était plus qu'un tas de ruines, selon des journalistes de l'AFP sur place. Il comprenait un café populaire et des magasins au rez-de-chaussée ainsi que des appartements au premier étage.

Des habitants et des pompiers tentaient de secourir les personnes sous les décombres en creusant à mains nues, au milieu des cris de proches ayant perdu des membres

de leur famille. « Maman, réponds-moi s'il te plaît », a lancé une femme en larmes.

Pas de gouvernement

Le général Atta a accusé « certaines parties à l'extérieur de l'Irak, (qui) appuient les groupes terroristes car elles veulent faire échouer le processus politique en cours ».

Le ministre irakien des Affaires étrangères, Hoshiyar Zebari, a affirmé dimanche que les insurgés veulent utiliser « le vide politique » provoqué par l'absence d'un accord sur la formation d'un gouvernement.

Les partis mènent des tractations pour former le gouvernement, après la victoire de l'ancien premier ministre laïque Iyad Allaoui.

Chimiothérapie ou radiothérapie?



Capilia comprend à quel point il est difficile de faire face à la perte de cheveux parfois associée à ces traitements. C'est pourquoi nous avons créé le programme *confort*

Prenez rendez-vous avant votre premier traitement et laissez-nous vous accompagner dans le choix d'une perruque, et tout au long de cette épreuve, en toute intimité.

Nous pouvons vous aider à vous sentir bien dans votre peau malgré la perte temporaire de vos cheveux.

capilia.ca

Plus de 20 centres de solutions pour **PERTE DE CHEVEUX**
1 866 922-7454

RUDSAQ
VENTE D'ÉCHANTILLONS Printemps 2010
50%-70% de rabais

3 JOURS SEULEMENT
jeudi le 8 avril, 2010 10h - 19h
vendredi le 9 avril, 2010 10h - 19h
samedi le 10 avril, 2010 10h - 16h

9160 St. Laurent Blvd. Suite 200 Montréal

Résultats des tirages du **2010-04-06**

Quintissime
3 594
4 4793

Triplex
06 15
29 35 36

Banco
01 03 04 06 11
13 14 15 31 35
Lots bonus du 2 au 10 avril 2010
36 37 39 43 45
50 51 53 58 60

Astro
Jour - Mois - Année - Signe
11 JANVIER 29 POISSONS

Extra 9451300

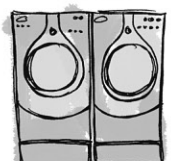
LOTTO 649
CE SOIR,
13 000 000 \$ (APPROX.)

En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

CONCOURS
notre terre
renouvelle
sa COUCHE
valeur de 5000 \$



Ensemble de couches lavables
MÈRE HÉLÈNE
MÈRE HÉLÈNE



Duo Laveuse-Sécheuse frontales
GERMAIN LARIVIÈRE & WHIRLPOOL
GERMAIN LARIVIÈRE Whirlpool



Savon à lessive écolo
SOURIS VERTE



pour + d'infos :
Maman pour la vie.com

LA GRANDE-BRETAGNE EN CAMPAGNE

Un scrutin où tout est possible

Le premier ministre britannique, Gordon Brown, a demandé hier à la reine Élisabeth de dissoudre le Parlement, donnant le coup d'envoi à une campagne électorale à l'issue imprévisible.



MALI ILSE PAQUIN

LONDRES

COLLABORATION SPÉCIALE

«Je suis votre homme pour garder le pays sur la voie de la relance.» Voilà l'essentiel du discours que Gordon Brown a tenu devant Downing Street hier, accompagné de ses ministres souriants. Il a annoncé le scrutin pour le 6 mai prochain.

Il s'agit des «élections les plus importantes depuis une génération», selon son rival conservateur David Cameron.

D'entrée de jeu, Gordon Brown a insisté sur ses origines modestes, sujet sensible pour David Cameron, dont les racines bourgeoises déplaisent à une partie de l'électorat.

Le premier ministre sortant a rapidement enfourché son cheval de bataille: l'économie. Il a demandé aux Britanniques un «mandat clair» pour poursuivre ses efforts visant à «rétablir l'économie, à bâtir les industries de l'avenir et à créer un million d'emplois au cours des cinq prochaines années».

Il a aussi promis de restaurer la confiance dans la classe politique, au plus bas depuis le scandale des notes de frais extravagantes des élus, dévoilées l'année dernière.

rer la confiance dans la classe politique, au plus bas depuis le scandale des notes de frais extravagantes des élus, dévoilées l'année dernière.

Conservateurs en avance

David Cameron a attaqué la journée en distribuant des tasses de thé aux journalistes réunis devant sa maison dès l'aube. «Il était temps!» a-t-il lancé à propos des élections.

Quelques heures plus tard, il a déclaré aux Britanniques: «Vous n'avez pas à endurer cinq années de plus de Gordon Brown.» Selon les sondages, les conservateurs ont une avance de quatre à dix points sur les travaillistes, au pouvoir depuis 1997.

Leur chef a promis d'être le champion des «gens honnêtes, pauvres ou riches, blancs ou noirs, qui travaillent fort, fondent des entreprises, paient leurs impôts... et se demandent désespérément si ce pays peut encore accomplir de grandes choses».

Aux économistes qui mettent en doute ses capacités à maintenir la relance économique, David Cameron a rappelé l'appui d'une vingtaine de chefs d'entreprise, la semaine dernière.

Nick Clegg, chef des libéraux-démocrates, troisième



PHOTO STEFAN ROUSSEAU, ASSOCIATED PRESS

En lançant la campagne, le premier ministre Gordon Brown a insisté sur ses origines modestes, sujet sensible pour son rival conservateur David Cameron, dont les racines bourgeoises déplaisent à une partie de l'électorat.

parti avec 20 % des intentions de vote, a pour sa part insisté sur le fait qu'il y avait plus que deux chevaux dans la course.

Tout peut arriver

Malgré la légère avance des conservateurs, rien n'est joué. Les Britanniques auront droit à trois débats des chefs, une première au pays. Cette innovation pourrait profiter non seulement à David Cameron, mais aussi au jeune Nick Clegg, moins connu du public.

Aussi, les réseaux sociaux comme Twitter sont de nouveaux terrains minés sur lesquels les partis devront s'affronter. D'ailleurs, une guerre d'affiches électorales retouchées amuse déjà les internautes.

Environ 40 % des électeurs affirment pouvoir changer d'idée avant d'aller aux urnes. Gordon Brown, que les sondages annonçaient mort et enterré il y a quelques mois, pourrait faire un retour en force. Le scénario le plus probable reste l'élection d'un gou-

vernement sans majorité, du jamais vu depuis 1974.

D'ici là, David Cameron devra se prémunir contre ses propres députés et leurs opinions surannées. Dimanche encore, la presse a fait ses choux gras de propos homophobes qu'a tenus Chris Grayling, ministre fantôme de l'Intérieur. Il a défendu des hôteliers qui avaient refusé d'héberger des clients gays. Ce sera peut-être le plus grand défi de David Cameron: convaincre les électeurs que son parti a changé pour le mieux.

GORDON BROWN

Date de naissance: 20 février 1951

Parti: travailliste

Chef depuis: juin 2007

Fait d'armes: Être toujours en poste. On ne compte plus les rébellions dans ses troupes.

Force: Son expérience. Ayant été ministre des Finances de 1997 à 2007, Gordon Brown inspire confiance en ces temps de disette économique.

Faiblesse: Son image. Alors que son prédécesseur, Tony Blair, brillait sous les projecteurs, Gordon Brown semble incapable d'inspirer les électeurs. Il multiplie les lapsus malheureux et transpire le malaise devant les caméras.

Arme secrète: Sa femme, Sarah Brown. Dans tous les galas de bienfaisance, elle use de son charme discret pour redorer l'image de son mari. Plus d'un million d'usagers la suivent sur Twitter.

Meilleur ennemi: David Miliband. Le jeune et brillant ministre des Affaires étrangères est sur ses talons depuis son accession au pouvoir. Pour la majorité des travaillistes, la question n'est pas de savoir si le charismatique David Miliband prendra un jour la tête du parti, mais quand.

Credo: L'élection des conservateurs pourrait replonger la Grande-Bretagne dans la récession.

DAVID CAMERON

Date de naissance: 9 octobre 1966

Parti: conservateur

Chef depuis: décembre 2005

Fait d'armes: David Cameron a modernisé son parti après une longue traversée du désert à la suite de l'ère Thatcher.

Force: Son aisance dans l'œil public. Le chef des conservateurs a récemment répondu avec aplomb à des questions de jeunes apprentis ouvriers, normalement acquis à la cause des travaillistes.

Faiblesse: Ses origines bourgeoises. Il a comme ancêtre Guillaume IV, ancien roi d'Angleterre. Diplômé du prestigieux collège Eton, il a été attaqué à maintes reprises pour s'être entouré d'anciens «etoniens», jugés élitistes et déconnectés de la classe ouvrière.

Arme secrète: Sa femme, Samantha Cameron. Enceinte de leur quatrième enfant, elle est si influente que les conservateurs ont lancé la «Sam Cam», une caméra qui la suit deux jours par semaine.

Meilleur ennemi: Son aspirant ministre des Finances, George Osborne. Vu comme le maillon faible de l'entourage de David Cameron, il envisage des coupes draconiennes dans les dépenses publiques, inspirant la méfiance à des économistes.

Credo: Une grande société plutôt qu'un gros État.

NICK CLEGG

Date de naissance: 7 janvier 1967

Parti: libéral-démocrate (gauche)

Chef depuis: décembre 2007

Fait d'armes: Nick Clegg a réussi à unir le parti derrière lui, après plusieurs années de divisions internes.

Force: Son parti n'est associé ni aux syndicats, comme les travaillistes, ni aux classes aisées, comme les conservateurs. Dans l'éventualité probable d'un Parlement sans majorité, les libéraux-démocrates pourraient détenir la balance du pouvoir.

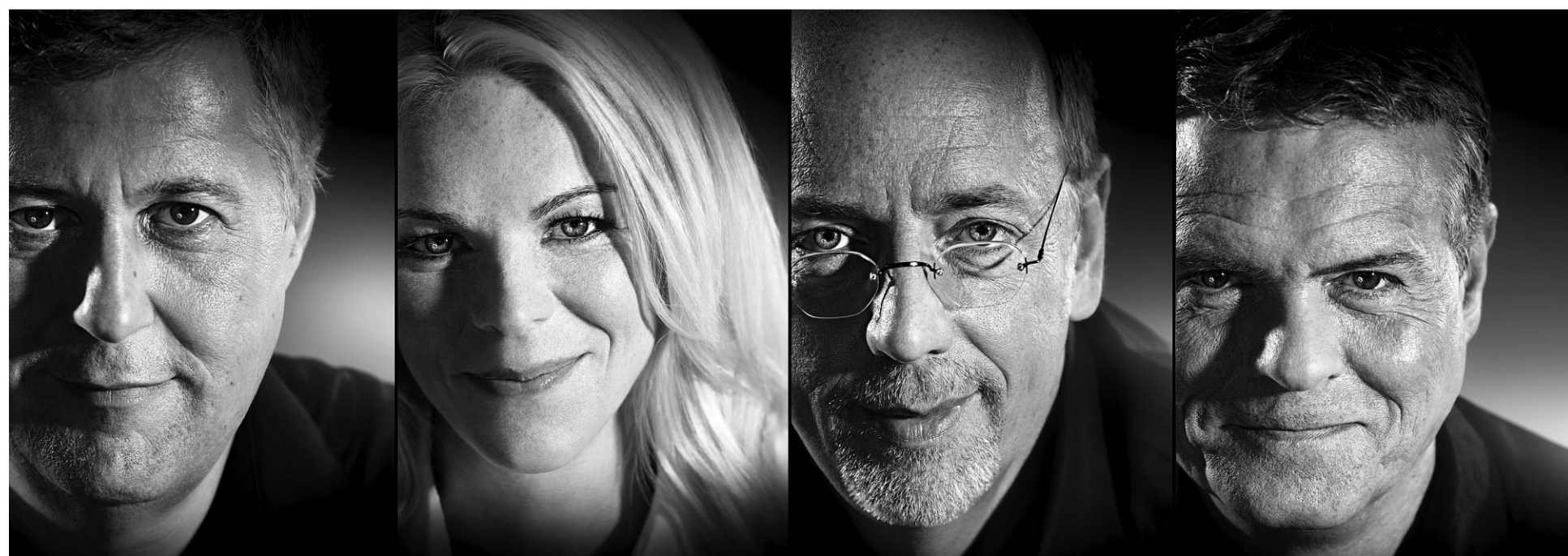
Faiblesse: L'identité du parti (fondé en 1988) n'est pas encore claire. Son programme à la fois progressiste et favorable au libre marché sème la confusion, même dans ses propres rangs.

Arme secrète: Vince Cable, son homme des finances. Les Britanniques sondés le préfèrent à l'actuel ministre des Finances, Alistair Darling, et au candidat conservateur, George Osborne. Il est le seul politicien à avoir prédit la crise financière.

Meilleur ennemi: Lui-même. Son franc-parler lui a déjà attiré quelques soucis. Notamment son aveu d'avoir couché avec une trentaine de femmes dans sa vie.

Credo: Les travaillistes et les conservateurs s'échangent le pouvoir depuis 65 ans. Les libéraux-démocrates incarnent le vrai changement.

- Mali Ilse Paquin



PAUL ARCAND

Du lundi au vendredi de 5h30 à 10h

ISABELLE MARÉCHAL

Du lundi au vendredi de 10h à 12h

BENOÎT DUTRIZAC

Du lundi au vendredi de 12h05 à 15h

PAUL HOUDE

Du lundi au vendredi de 15h à 19h

L'ÉQUIPE POUR TOUT COMPRENDRE EN TOUT TEMPS.

98,5 fm

Une station de radio / **101.5** QUÉBEC

LA PUISSANCE DES MOTS

FORUM

LA PRESSE

André Desmarais > Président du conseil d'administration
 Guy Crevier > Président et éditeur
 Philippe Cantin > Vice-président à l'information et éditeur adjoint
 Éric Trottier > Directeur de l'information André Pratte > Éditorialiste en chef

ÉDITORIAUX

Parité, prise 2



ARIANE KROL

akrol@lapresse.ca

Et voilà! Plus de deux ans après son sommet historique de l'automne 2007, le huard recommence à flirter avec la parité. Il y a de l'effervescence dans l'air, bien sûr, mais pas de vent de panique du côté des entreprises. Les exportateurs apprennent, petit à petit, à composer avec une devise canadienne forte.

Ils y ont intérêt, car le phénomène n'a rien d'un feu de paille. Si l'épisode précédent avait duré moins d'un an, jusqu'en juillet 2008, celui-ci s'annonce autrement plus long. Au moins jusqu'à la fin de 2011,

La remontée du huard n'a rien d'un feu de paille. Les entreprises devront s'y faire.

prévoient des économistes. Certaines firmes, comme BMO Groupe Financier, voient même le huard à 1,05\$US d'ici un ou deux ans. Bref, on ne parle pas d'un mauvais moment à passer, mais carrément d'un nouvel environnement. Les entreprises sauront-elles s'adapter?

Au moins, elles sont mieux préparées. Elles auraient dû l'être en 2007, puisque le danger de faire de la devise leur principal avantage concurrentiel était connu depuis longtemps. Hélas, il faut croire que certaines notions ne s'apprennent qu'à la dure. La nécessité de se protéger contre les risques de change, par exemple. Le

réflexe commence à nous répandre, mais de toute évidence, il reste du travail à faire, en particulier dans les petites entreprises.

Les deux tiers des sociétés font face à la volatilité des changes, mais parmi les petites, moins de moitié s'en protègent, a constaté Exportation et développement Canada dans un sondage. Elles ont intérêt à y voir, car l'absence ou l'insuffisance de couverture peut avoir raison de leur marge de profit.

La remontée du huard ne doit pas seulement être vue comme un inconvénient, mais aussi comme une occasion d'affaires. La force du dollar rend la machinerie et les équipements, qui sont largement produits à l'étranger, plus abordables pour les entreprises d'ici. La récession a freiné les élans, mais maintenant, il est temps d'en profiter. Comme le soulignait récemment le gouverneur de la Banque du Canada, cette composante essentielle de la productivité n'a été que trop négligée ici.

Enfin, si des exportateurs canadiens doutaient encore de la nécessité de réduire leur dépendance envers le marché américain, ou au moins d'y développer des créneaux plus spécialisés, le raffermissement durable du huard devrait avoir raison de leurs dernières illusions. Oui, c'est plus facile à dire qu'à faire. Développer des marchés à l'étranger exige du temps et de l'argent – comme miser sur la formation, la recherche ou la machinerie, d'ailleurs. Mais ce sont des investissements nécessaires, et qui ne seront pas perdus. Si jamais les tenants de la parité devaient se tromper, et le huard redescendre plus vite que prévu, les entreprises qui auront paré au pire n'en seront que plus concurrentielles.

Les démons du racisme



MARIO ROY

mroy@lapresse.ca

Il y avait déjà une criminalité non seulement florissante, mais épouvantablement violente. Puis une économie qui, fut-elle la plus forte du continent, ne parvient à juguler ni la pauvreté (50% de la population) ni le chômage (au moins 25%). Puis encore la détérioration des services publics, notamment de santé: le pays est décimé par le sida. Et enfin, une immigration jugée encombrante, celle des Zimbabwéens fuyant la désolation semée par Robert Mugabe, qui provoque de mortelles représailles.

Après tout cela et à deux mois de la Coupe du monde de soccer, qui placera le pays sous l'œil de la planète entière, l'Afrique du Sud se voit à nouveau menacée par les démons du racisme.

Afrique du Sud: comment oublier l'apartheid, dont les effets perdurent?

Cette fois, l'étincelle jaillit de l'assassinat d'un vieux suprématiste blanc. Un vrai, au passé de chef de guerre, emprisonné deux fois, dont l'emblème paramilitaire rappelle la croix nazie. Eugène Terre-Blanche, 69 ans, a été tué par deux de ses ouvriers agricoles noirs, officiellement pour une question de salaires non versés.

Cependant, l'explication ne satisfait personne. De sorte que l'affaire réveille les mauvais réflexes de tous les côtés.

Mais avaient-ils vraiment disparu? Comment aurait-on pu tirer en quelques années un trait définitif sur l'apartheid, dont les conséquences peuvent être contemplées chaque jour.

En agriculture, par exemple, encore très blanche. Le projet de redonner aux agriculteurs noirs 30% des terres exploitées par des fermiers blancs n'a fonctionné qu'au septième de ses objectifs. Et, comme au Zimbabwe, pas toujours pour le mieux: la production décline. La population noire en souffre. Et, depuis 1994, 2000 fermiers blancs ont été assassinés.

Il y a ensuite la criminalité, qui n'est pas neutre, bien sûr.

Elle constitue certainement le phénomène socialement le plus destructeur dans le pays, où l'on compte 35 000 meurtres et tentatives de meurtre par année. Et il n'y a pas que le chiffre, il y a la manière: on tue pour rien, souvent de façon sadique. Les différentes forces policières ne fournissent plus, de sorte que s'est formée une armée supplémentaire de 420 000 agents privés, parfois chargés de protéger les... postes de police!

Et voilà que, à l'Université de Johannesburg, Julius Malema, président de la Ligue des jeunes de l'ANC (le parti de Nelson Mandela, au pouvoir avec Jacob Zuma), entonne un vieux chant guerrier, *Shoot the Boers*, qui appelle à «tuer les fermiers blancs, parce que ce sont des violeurs». De sorte qu'on craint maintenant une contagion du discours haineux de Malema (qui vénère en outre Mugabe pour ses admirables réalisations!), un agitateur doué que plusieurs voient comme une version noire du suprématiste blanc assassiné.

C'est évidemment la dernière chose dont la population d'Afrique du Sud a besoin. Et l'exacte image que le pays ne souhaite pas projeter dans le monde au mois de juin.



DROITS RÉSERVÉS / serge.chapleau@lapresse.ca

CYBERPRESSE.CA

PLACE PUBLIQUE

LE BLOGUE DE L'ÉDITO

Une énormité signée Duceppe
 par André Pratte
 cyberpresse.ca/edito

LE CHEF DU BLOC, GILLES DUCEPPE >



EXCLUSIF

Énergie: Québec s'en va dans la bonne direction
 cyberpresse.ca/energie

COMMENTAIRE DU JOUR

Et l'enquête publique?
 cyberpresse.ca/enquete

OPINION

Grossière contradiction

Les pays occidentaux poussent les musulmans à émigrer chez eux... mais adoptent des lois pour les forcer à «s'intégrer»

FRÉDÉRIC SFEIR

L'auteur est un étudiant qui réside à Montréal.

C'est une psychose. Une obsession incontrôlée. Un détail qui ne passe plus, ou presque plus. C'était récemment au tour de la Belgique d'adopter un projet de loi interdisant le port du voile à l'école, suivant les pas de la France et de l'Allemagne.

Ici, au Québec, l'histoire de cette étudiante d'origine égyptienne, Naema, portant le niqab au cégep Saint-Laurent, a monopolisé les médias nationaux pendant plusieurs jours, crispant un peu plus l'atmosphère déjà trop tendue entre les Canadiens de confession non musulmane et les musulmans.

Ce n'est plus un secret pour personne: le voile n'est plus le bienvenu en Occident.

Mais au-delà des images véhiculées par les médias, au-delà de Naema et de son obsession à cacher son visage, que font nos sociétés occidentales pour briser ces tensions qui commencent déjà à envahir les politiques européennes?

Il devient flagrant qu'il existe une grossière contradiction entre la politique intérieure et la politique extérieure de nos pays de l'Ouest. D'un côté, nos sociétés se trouvent confrontées à un nombre important de citoyens de confession musulmane, ne sachant plus quelles lois voter pour les «intégrer» aux us et coutumes d'ici, et de l'autre, les pays occidentaux soutiennent les forces qui poussent les musulmans à émigrer de leurs pays d'origine pour venir s'installer sous des cieux plus cléments.

Entre le soutien affiché envers plusieurs régimes arabes non démocratiques (Égypte, Jordanie, Arabie Saoudite) et

l'appui inconditionnel envers Israël, l'Occident n'améliore pas la situation critique dans laquelle se trouve cette partie du monde en quête de stabilité. La classe moyenne de ces pays à majorité musulmane émigre ainsi vers des régions plus sécuritaires: l'Europe et l'Amérique du Nord (entre autres).

Ce flot d'émigrés arabes dérange de plus en plus et les médias occidentaux commencent à placer les histoires de mosquées et de voile à la une de l'actualité quoti-

états-Unis et leurs alliés, et enfin, le conflit israélo-palestinien qui envenime la sécurité au Proche-Orient avec les puissances occidentales qui affichent obstinément leur soutien économique et politique à l'État hébreu. L'Occident n'a rien fait, politiquement, pour donner aux classes moyennes arabes une raison de demeurer dans leur pays. Il les a même souvent forcées à quitter.

Et aujourd'hui que ces gens demandent exil ici, nos sociétés légifèrent et mani-

Ne mettons pas la minorité intégriste musulmane et la majorité modérée et silencieuse dans le même panier.



diennes. Ces gens, qui nous paraissent si différents, viennent s'installer chez nous car ils recherchent une vie meilleure, un standard qu'ils n'ont plus chez eux. Leur culture nous est étrangère et leurs traditions nous semblent arriérées.

Pourtant, chez eux, ça fonctionnait très bien avant. Leurs sociétés étaient tolérantes et sécuritaires, il n'y a pas si longtemps. Damas, Bagdad, Téhéran étaient il y a quelques décennies des métropoles prospères et sécuritaires. En ce temps-là, le débat des accommodements raisonnables aurait sonné comme du chinois dans nos pays occidentaux. Soixante ans plus tard, le Moyen-Orient est plus déchiré que jamais et la question de l'islam en Occident fait rage. Un hasard? Que nenni.

C'était à prévoir: le Maghreb, appauvri par la colonisation et les guerres, les dictateurs arabes fortement supportés (pour ne pas dire maintenus) par les

pulent l'opinion publique par des images-chocs de femmes portant le fameux voile intégral. Il en résulte une population d'immigrants à forte majorité modérée qui se sentent visées et montrées du doigt, lorsque dans les faits ce n'est qu'une poignée d'individus provocateurs qui profitent de l'excès de liberté pour faire valoir leurs opinions extrémistes.

Attaquer le malaise par sa source

Là est la véritable solution que nous devons courageusement trouver pour mettre fin à ce dangereux crescendo d'islamophobie. Ne pas mettre la minorité intégriste et la majorité modérée et silencieuse dans le même panier, et surtout, réviser notre politique extérieure vis-à-vis du Moyen-Orient pour qu'il arrête de saigner. Tout le monde en sortirait gagnant, et les affiches de minarets en forme de missiles n'auraient plus lieu d'être placardées dans les rues d'Europe.

À BIEN Y PENSER

Toute la polémique autour du budget Bachand est une belle leçon pour la forte proportion d'électeurs qui n'exercent pas leur droit de vote. Quand on ne s'intéresse pas aux affaires de l'État, on permet tacitement au renard de gérer le poulailler. À l'instar de la fable de la cigale et la fourmi, on peut dire à tous ces abstentionnistes: « Que faisiez-vous aux dernières élections? Vous chiez, j'en suis fort aise. Eh bien! dansez maintenant! » — Claude Gref, géographe

FORUM

Santé: le vrai travail



ALAIN DUBUC
COLLABORATION SPÉCIALE
adubuc@lapresse.ca

Le principal défi des finances publiques québécoises, ce n'est pas de surmonter les effets de la récession. C'est plutôt de faire face aux pressions exercées par les dépenses de santé. Le budget de Raymond Bachand n'a pas réglé ce problème. Il n'a fait que gagner du temps.

Le problème est clair. Les dépenses de santé augmentent naturellement à quelque chose comme 6% par année. L'économie croît de 3,5%. Ces dépenses absorbent donc une part croissante de la richesse collective. La place qu'elles occupent dans les dépenses publiques augmente aussi de façon exponentielle: 35% il y a 20 ans, 40% il y a 10 ans, 45% maintenant. Et ce n'est pas fini, avec les pressions de la démographie et de la technologie.

Le gouvernement Charest n'est pas vraiment prêt à passer à l'action.

Cette croissance est insoutenable. Elle est également insuffisante! Car on voit bien à quel point ces hausses, même substantielles, ne parviennent pas à financer adéquatement un système financier qui craque de partout.

Que fait le budget Bachand? Il annonce, on le sait, deux taxes impopulaires: une contribution santé maintenant, et une franchise dans trois ans. Ces revenus additionnels permettront de maintenir à 5% la croissance annuelle des dépenses de santé. On évite ainsi que la santé fasse les frais des efforts de réduction du déficit et on réduit du même coup la pression sur les autres missions du gouvernement.

Mais le problème de fond reste entier. À 5%, la croissance des dépenses reste forte. Et elle ne suffira pas plus qu'avant. Le ministre des Finances en est manifestement conscient, puisqu'il a consacré un document à part sur la santé lors du dépôt du budget, où l'on parle de « l'heure des choix » et où l'on dit qu'« un statu quo est impossible ». Le vrai travail, le plus difficile, est là.

Il ne s'agit pas de couper. Plutôt de gérer différemment le système de santé, d'augmenter sa performance, pour améliorer les services, en quantité et en qualité. Changer un système comme celui-là est une tâche colossale, à cause de sa taille, de sa complexité, de son inertie, des résistances corporatistes, du caractère émotif de tout changement dans un univers qui traite avec la maladie et la mort. Est-ce que les libéraux réussiront là où tous les gouvernements ont échoué?

Ce n'est pas le document budgétaire qui nous rassurera. Il évoque des pistes qui vont dans la bonne direction: optimisation des processus de travail dans les établissements, en s'inspirant du « Lean Healthcare » britannique, meilleure gouvernance et structures plus efficaces, utilisation des technologies de l'information. Mais le tout est si vague qu'il est évident que nous sommes encore au stade des bonnes intentions.

La prudence du ton suggère que le gouvernement Charest n'est pas vraiment prêt à passer à l'action. Le fait que cette réflexion sur la santé soit amorcée par le ministre des Finances peut entre autres indiquer qu'il y a encore des tiraillements au sein de l'appareil. Nous n'avons pas beaucoup entendu le principal intéressé, le ministre de la Santé Yves Bolduc, promettre des réformes ambitieuses.

Je pars du principe qu'on ne changera pas les choses si on ne peut pas les nommer, qu'on ne réglera pas des problèmes qu'on n'ose pas identifier. Peut-on parler de structures sans poser le problème de la double administration, le ministère et les agences régionales? Peut-on parler des technologies d'information sans évoquer le fiasco actuel, la tragi-comédie du dossier médical électronique? Peut-on promettre la performance sans parler de concurrence, que ce soit celle du secteur privé ou celle que permettrait un financement des institutions plus dynamique.

Ces énormes défis en santé nous rappellent que, même si le budget déposé la semaine dernière était courageux, le travail ne fait que commencer.

Des pulsions incontrôlées

N'ayant pas choisi ou été préparés à une vie sans sexe, des prêtres se sont rabattus sur des enfants sans défense

PASCALLE PIQUET



L'auteure est « coach de vie » et a écrit *Le syndrome de Tarzan* chez Béliveau éditeur.

Pourquoi la pédophilie vous choque-t-elle à ce point quand elle frappe dans les rangs des hommes de l'Église? Parce qu'ils sont censés montrer l'exemple, être abstinentes, protéger les enfants, vos enfants, et non les agresser, violer leur corps et souiller leur âme.

Mais qu'est-ce qui pousse un prêtre à agresser un enfant? Il a peut-être été agressé lui-même, enfant, et continue la malédiction. Il a peut-être aussi été livré à l'Église non pas par la foi, mais par ses parents: quand un homme prenait la soutane, dans des temps pas si reculés que ça, c'était parce que la famille réclamait un curé dans ses rangs.

Sans avoir eu le temps d'une expérience hétérosexuelle, le jeune homme se retrouve, malgré ses pulsions naturelles, dans un environnement qu'il n'a pas choisi. D'autant que la masturbation n'a pas sa place sous la soutane: toute forme de sexe est interdite. Il n'a pas choisi, lui, cette vie abstinentes et frustrante. Certains de mes clients en *coaching* m'ont avoué que leur mère les poussait à être curé, mais, Dieu merci, ils ont résisté!

Donc, ce jeune homme que l'on sacrifie sur l'autel de l'Église n'a aucune aspiration religieuse et ne subira que les inconvenients de cette vie drastique. D'autres auront embrassé la religion par foi, mais bien incapables de maîtriser leurs envies, n'ayant pas eu le temps de connaître le corps d'une femme, se rabattront sur les petits. Parce que ceux qui ont déjà eu une expérience



PHOTO PETER MUHLY, ARCHIVES AFP

Qu'est-ce qui pousse un prêtre à agresser un enfant?

viennent avec l'homme et des pulsions, même pour un curé, ce n'est pas simple à contrôler.

Ce que je vous explique, j'aime à le répéter, n'est pas une excuse, mais une explication: comprendre ne signifie pas excuser. Une pulsion sexuelle pousse à la reproduction. De la puberté à la trentaine, surtout chez les hommes, elle est plutôt active, cette envie de sexe qui pousse vers le plaisir. Il faut la sublimer, mais l'enseigne-t-on aux curés?

Voilà donc un homme qui se met au service de Dieu et sait que le sexe, sous toutes ses formes, est interdit, mais reste un mystère pour lui. Plus vous interdisez, plus ça tourne à l'obsession. Certains hommes de foi ont su canaliser

plus tentant que de jeunes âmes, naïves et confiantes? Il ne peut pas s'attaquer aux mamans, qui n'ont pas la langue dans leur poche et livreraient leur secret aux autorités. Il ne reste que les enfants... Proies faciles à manipuler. Timidement au début, puis il prend de l'assurance, il sait d'instinct comment pervertir sous le sceau de la confession et de la confiance. Une fois l'enfant pris au piège du bien, qui finalement est mal, mais qu'il a honte de divulguer, il subit les sévices sexuels. D'autant plus aisés dans les pensionnats, pire les orphelinats, ou quand les enfants amérindiens ont été déportés.

Et les prêtres et curés s'en sortaient, protégés par leurs supérieurs qui, peut-être, versaient dans le même vice qu'eux. Les témoignages des enfants, puis des adultes n'étaient là que pour salir l'Église, pensait le pape qui restait sourd aux plaintes de ses pratiquants agressés.

Aujourd'hui, on lève le voile, ouvrant la boîte de Pandore dont sortent des milliers de témoignages: des âmes broyées, des corps souillés qui sont enfin entendus. Certes, une victime reconnue par son bourreau trouve le fardeau moins lourd, mais peut-on laver le corps autant que la mémoire?

Le manque de foi, les pulsions sexuelles incontrôlées, le mystère autour du sexe et l'impossibilité de coucher avec une femme ou de se masturber, associés au pouvoir du curé, et le (mauvais) tour est joué.

Le prêtre a peut-être été agressé lui-même, enfant, et continue la malédiction. Il a peut-être aussi été livré à l'Église non pas par la foi, mais par ses parents.

hétérosexuelle préfèrent les femmes: j'ai eu plusieurs clients qui étaient « enfant de curé », même une qui était fille d'un prêtre et d'une religieuse.

Si ce n'était ni sacrifié par la famille, ni par foi, c'est la sécurité, l'assurance d'un toit et d'un couvert, une certaine position sociale, dont ils se sont servis pour commettre leur agression, qui ont poussé bien des hommes dans les rangs de l'Église. Les pulsions sexuelles

ce besoin, parce que convaincus de leur mission: tranquillement, les pulsions se calment. Mais un jeune plein de fougue, incapable de contrôler ses érections, n'ayant pas connu la femme, se rabattra sur les enfants. Probablement parce qu'il l'aura vu faire par ses confrères qui trouvaient de bonnes raisons de « cajoler » les innocents.

Et il prend du pouvoir: il est le curé, on l'écoute, on le vénère, il devient « tout-puissant ». Quoi de

LE RETOUR DE TIGER WOODS

FORUM@LAPRESSE.CA

Le sexe... pas une maladie



Est-ce que vraiment le sexe peut constituer une dépendance au même titre que la drogue, l'alcool et le jeu? Peut-on être « accro » à l'intimité, à l'amitié, à l'amour, aux massages? Tiger Woods ne m'avait pas l'air d'un déséquilibré avant sa thérapie. Le seul problème dans cette histoire est que sa femme ne savait pas qu'il avait des maîtresses. Le problème ne vient pas du « trop de sexe », il vient du fait que les couples sont incapables de se parler franchement et de s'accepter l'un l'autre. Même s'il y a des gens qui sont

effectivement « accros au sexe », dans le sens où ils aiment tellement ça que s'ils avaient la possibilité, ils le feraient à longueur de journée (bizarre, hein?), tant qu'ils n'agressent personne et ont des partenaires consentants, je ne vois pas pourquoi on les soignerait. Contrairement aux dépendances comme l'alcool ou autres drogues, il n'y a aucun risque en cas de surdose. Et pas de syndrome de sevrage si on s'arrête. Pourquoi le sexe a-t-il tellement mauvaise réputation? Des caresses, des baisers! Peut-être que c'est grâce au sexe que Tiger était aussi bon au golf.

Isabella Masini, Montréal

Des Américains puritains

Le plus intéressant dans l'histoire de Tiger Woods, c'est la parfaite correspondance avec la psyché états-unienne. Quel est le fondement même de la vision américaine du

monde? Le puritanisme. Voilà pourquoi Tiger dit qu'il doit se faire « traiter ». Dans la vision du monde américaine, le sexe est une maladie. Tiger Woods, comme tous les petits Américains, a été élevé « sans sexe ». Je ne sais pas si toutes ces histoires avec d'innombrables femmes sont vraies. Plusieurs profitent sans doute de l'occasion pour prétendre avoir été une de ses maîtresses, pour attirer l'attention (les 15 minutes de gloire auxquelles rêve tout Américain) ou pour faire de l'argent (l'appât du gain, l'autre fondement de la culture américaine). En cela, elles sont, elles aussi, très états-uniennes.

Bernard Marcoux, écrivain

Il s'est pris en main

Qui ne connaît pas Eldrick Tiger Woods sur cette planète? Admiré et envié pour son jeu lustré et gagnant, sa facilité à maîtriser la pression et la rivalité. Woods a raflé tous les honneurs possibles dans le monde du golf. Les commanditaires désiraient acheter son image pour vendre leurs produits, la lune de miel parfaite, me direz-vous. Mais depuis ses incartades qui sont la source de ses problèmes, Woods a prouvé qu'il était humain, c'est-à-dire qu'il possède des forces et des faiblesses. Il a avoué ses torts, s'est excusé et pris en main de façon exemplaire, comme bien peu d'hommes l'auraient fait. Certains commanditaires ont fait des gorges chaudes en se dissociant de son nom et de son image. Pourtant, je suis loin d'être assuré que tous les cadres de ces entreprises peuvent montrer patte blanche, ou qu'ils pourraient jurer que jamais ils n'ont trompé leur femme, ou abusé des allocations de dépenses ou pris certaines substances illicites. Ça va mieux pour punir les autres, n'est-ce pas?

Michel Beaumont, Québec

POUR NOUS JOINDRE La Presse, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE? Écrivez-nous à nouvelles@lapresse.ca

RÉDACTION (514) 285-7070
commentaires@lapresse.ca

ABONNEMENT (514) 285-6911 ou 1 800 361-7453
cyberpresse.ca/abonnement

PETITES ANNONCES (514) 987-8363 ou 1 866 987-8363
petitesannonces@lapresse.ca

VOUS VOULEZ EXPRIMER VOTRE OPINION? forum@lapresse.ca

DÉCÈS (514) 285-6816
deces@lapresse.ca

CARRIÈRES (514) 285-7320
carrieres@lapresse.ca

PUBLICITÉ (514) 285-6931



L'ÉVÉNEMENT POUR MOI C'EST MAZDA

0%

DE FINANCEMENT À L'ACHAT
JUSQU'À 60 MOIS[†]

ET

CONGÉ DE PAIEMENT^{††} JUSQU'EN JUILLET



Modèle GT illustré

MAZDA3 2010

Louez à partir de

199\$*

Par mois, pour 60 mois
Transport et
préparation en sus
0\$ dépôt de sécurité

0\$ Comptant
initial

Ou obtenez

0% de financement
à l'achat jusqu'à

60 mois[†]



ASSOCIATION DES JOURNALISTES
AUTOMOBILE DU CANADA
MEILLEURE PETITE VOITURE
moins de 21 000 \$

★★★★★
COTE DE SÉCURITÉ LA PLUS ÉLEVÉE
DU GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS
LORS D'ESSAIS DE COLLISION FRONTALE*

L'une des 10 meilleures
valeurs résiduelles du
Canadian Black Book**



Voiture de l'année
et meilleur achat

VOITURE DE TOURISME
LA PLUS VENDUE AU CANADA EN 2010[†]



Modèle GT illustré

MAZDA3 SPORT 2010

Louez à partir de

209\$*

Par mois, pour 60 mois
Transport et
préparation en sus
0\$ dépôt de sécurité

0\$ Comptant
initial

Ou obtenez

0% de financement
à l'achat jusqu'à

60 mois[†]



Modèle GT-V6 illustré

MAZDA6 2010

★★★★★
COTE DE SÉCURITÉ 5 ÉTOILES
MEILLEURE COTE POUR LES 5 ESSAIS*

Obtenez

0% de financement
à l'achat jusqu'à

60 mois[†]



Modèle GT illustré

MAZDA5 2010

★★★★★
COTE DE SÉCURITÉ LA PLUS ÉLEVÉE
DU GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS
LORS D'ESSAIS DE COLLISION FRONTALE*

Obtenez

0% de financement
à l'achat jusqu'à

60 mois[†]



Prix écoÉNERGIE
POUR LES VÉHICULES 2010***

OFFRES EN VIGUEUR JUSQU'AU 30 AVRIL

VALEUR. ÉMOTION. INGÉNIERIE. VROUM-VROUM. POUR TOUJOURS.

VOUS TROUVEREZ TOUJOURS **plus** CHEZ VOS CONCESSIONNAIRES MAZDA DU QUÉBEC.

POUR TROUVER UN CONCESSIONNAIRE PRÈS DE CHEZ VOUS, VISITEZ LE **WWW.MAZDA.CA** OU TÉLÉPHONEZ AU 1-800-263-4680.

PRÊT À ROULER INSPECTION EN 52 POINTS À LA LIVRAISON • PROGRAMME D'ASSISTANCE ROUTIÈRE • GARANTIE LEADERSHIP MAZDA: PROTECTION COMPLÈTE DE 3 ANS OU 80 000 KM ET DE 5 ANS OU 100 000 KM SUR LE GROUPE MOTOPROPULSEUR

[†] Financement à l'achat aux particuliers de 0 % sur tous les modèles Mazda 2010 neufs. Exemples de financement: Basé sur la Mazda3 GX (D4XS50AA00)/Mazda3 Sport GX (D5XS50AA00)/Mazda6 GS 4 cyl. (G4SY60AA00)/Mazda5 GS (E6SD50AA00) 2010 neuve avec un PDSF de 15 995 \$/16 995 \$/23 195 \$/20 495 \$ et un financement à l'achat de 15 000 \$/15 000 \$/20 000 \$/20 000 \$ au taux de 0 % pour 60 mois, les paiements mensuels sont de 250,00 \$/250,00 \$/333,33 \$/333,33 \$ et les frais de crédit de 0 \$ pour une obligation totale de 15 000 \$/15 000 \$/20 000 \$/20 000 \$. Financement consenti par l'entremise de la Banque Scotia. Sur approbation du crédit. ^{††} Aucun paiement avant 90 jours: Cette offre s'applique au financement à l'achat de toute Mazda 2009 ou 2010 neuve en inventaire, 90 jours après la date inscrite au contrat, l'acheteur effectuera les paiements mensuels selon les montants établis pour la durée du terme prévu au contrat. Applicables aux offres précédentes, les frais de transport et préparation (1 395 \$: Mazda3; 1 595 \$: Mazda6 et Mazda5), l'immatriculation, les assurances, les taxes et les frais d'inscription au RDPRM, le cas échéant, sont en sus. Un comptant initial pourrait être requis. * Offre portant uniquement sur la location au détail des Mazda3 GX (D4XS50AA00) et des Mazda3 Sport GX (D5XS50AA00) 2010 neuves. Comptant initial ou échange équivalent et premier versement mensuel exigés à la livraison. Frais de transport et préparation de 1 395 \$ en sus. Aucun comptant initial requis sur les Mazda3. Aucun dépôt de sécurité requis. Sur approbation du crédit. Limite de 20 000 km par année. Frais de 10 ¢ le km additionnel à la fin du terme. Location avec limite de 25 000 km par année disponible. Immatriculation, assurances, taxes et frais d'inscription au RDPRM en sus. Les modèles illustrés le sont à titre indicatif seulement en ce qu'ils peuvent comporter des équipements optionnels non inclus dans les prix mentionnés. Les concessionnaires peuvent louer à prix inférieur. Les stocks peuvent varier selon les concessionnaires. Un échange peut être nécessaire entre concessionnaires. Voir un concessionnaire participant pour les détails. Aucune combinaison d'offres possible. Offres en vigueur du 1er au 30 avril 2010. * Essais menés sur les Mazda3, Mazda5 et Mazda6 2010 avec coussins de sécurité latéraux de série. Classification du gouvernement des États-Unis dans le cadre du programme d'évaluation des voitures neuves (www.safercar.gov) de la NHTSA (National Highway Traffic Safety Administration). ** L'une des 10 meilleures valeurs résiduelles de 2009. Pour modèle 2005. *** D'après les cotes de consommation de carburant 2010 publiées par Ressources naturelles Canada. † Voiture de tourisme la plus vendue au Canada en 2010 selon les rapports de DesRosiers Automotive, janvier à la fin de février 2010.

